

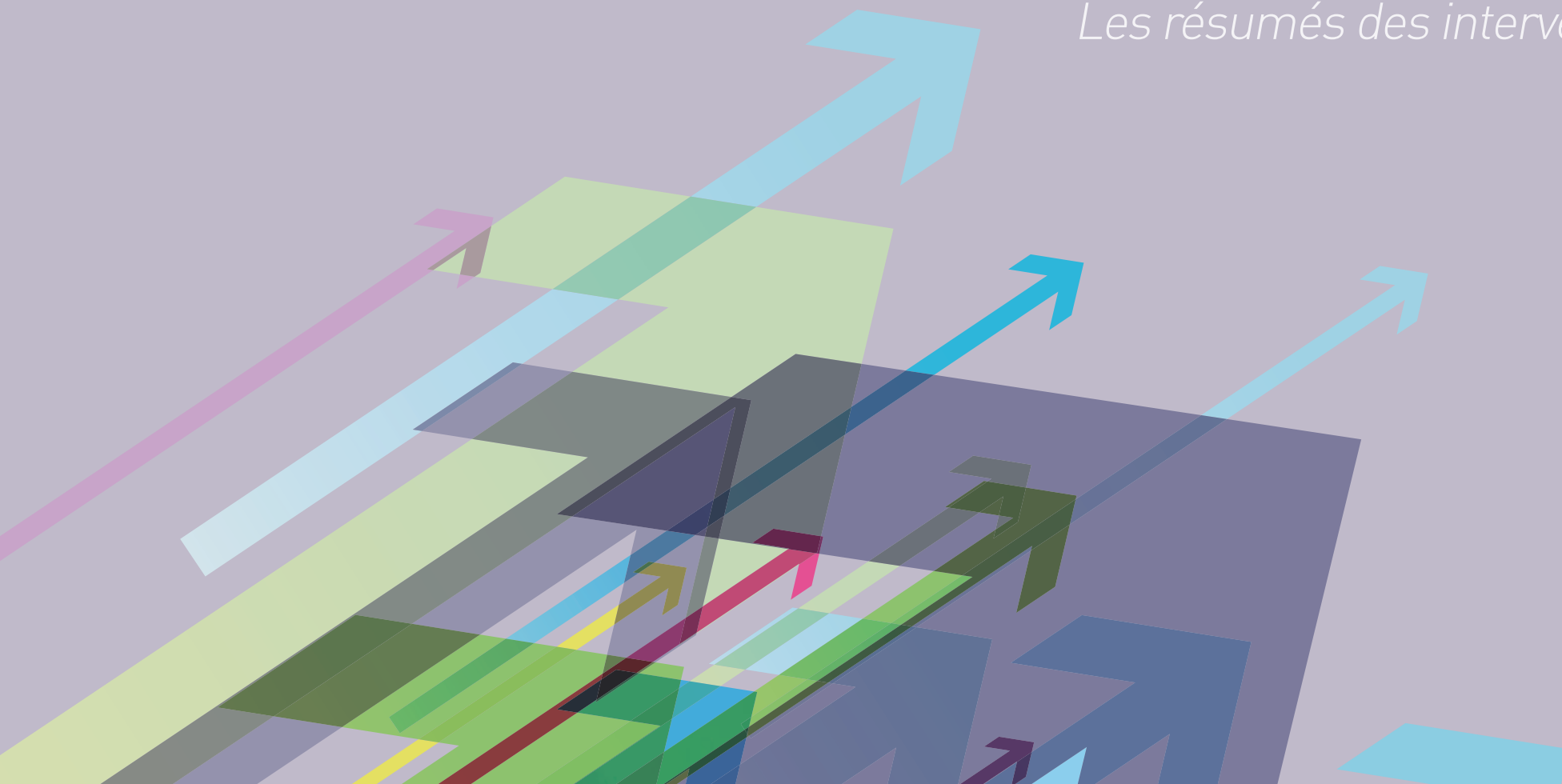


CHAMBRE DES SALAIRES
LUXEMBOURG

COLLOQUE DU 14 OCTOBRE 2015

ALTERNATIVES POUR L'EUROPE

Les résumés des interventions





Impressum

Editeur

Chambre des salariés

18, rue Auguste Lumière • L-1950 Luxembourg
T. +352 27 494 200 • F. +352 27 494 250
www.csl.lu • csl@csl.lu

Jean-Claude Reding, président
Norbert Tremuth, directeur

Imprimeur

Weprint

Impression 2015

SOMMAIRE

MOT DE BIENVENUE

Jean-Claude REDING, président de la Chambre des salariés

LA GRANDE CRISE : COMMENT EN SORTIR AUTREMENT ?

James K. GALBRAITH, professeur à la Lyndon B. Johnson School of Public Affairs de l'Université du Texas à Austin

QUELLE POLITIQUE POUR L'UNION EUROPÉENNE ?

Xavier TIMBEAU, directeur principal de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE)

LES ADAPTATIONS NÉCESSAIRES DU CADRE INSTITUTIONNEL ET RÉGLEMENTAIRE DE LA ZONE EURO

Andrew WATT, chef de département de l'*Institut für Makroökonomie und Konjunkturforschung (IMK)* de Düsseldorf

REMETTRE LA FINANCE AU SERVICE DE L'ENTREPRISE

Thomas DALLERY, maître de conférences à l'Université du Littoral Côte d'Opale (Dunkerque)

P. 3 RÉFORMES FISCALES POUR UN MEILLEUR EFFET REDISTRIBUTIF P. 31

Stefan BACH, chef de département adjoint du *Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung* à Berlin

P. 7 LES PERSPECTIVES DU DROIT DU TRAVAIL EUROPÉEN : QUELLES ADAPTATIONS POUR SAUVEGARDER LE MODÈLE SOCIAL EUROPÉEN ? P. 37

P. 15 **Mélanie SCHMITT**, maître de conférences HDR à l'Université de Strasbourg

NOUVELLES TECHNOLOGIES ET NOUVEAUX RISQUES DU TRAVAIL P. 43

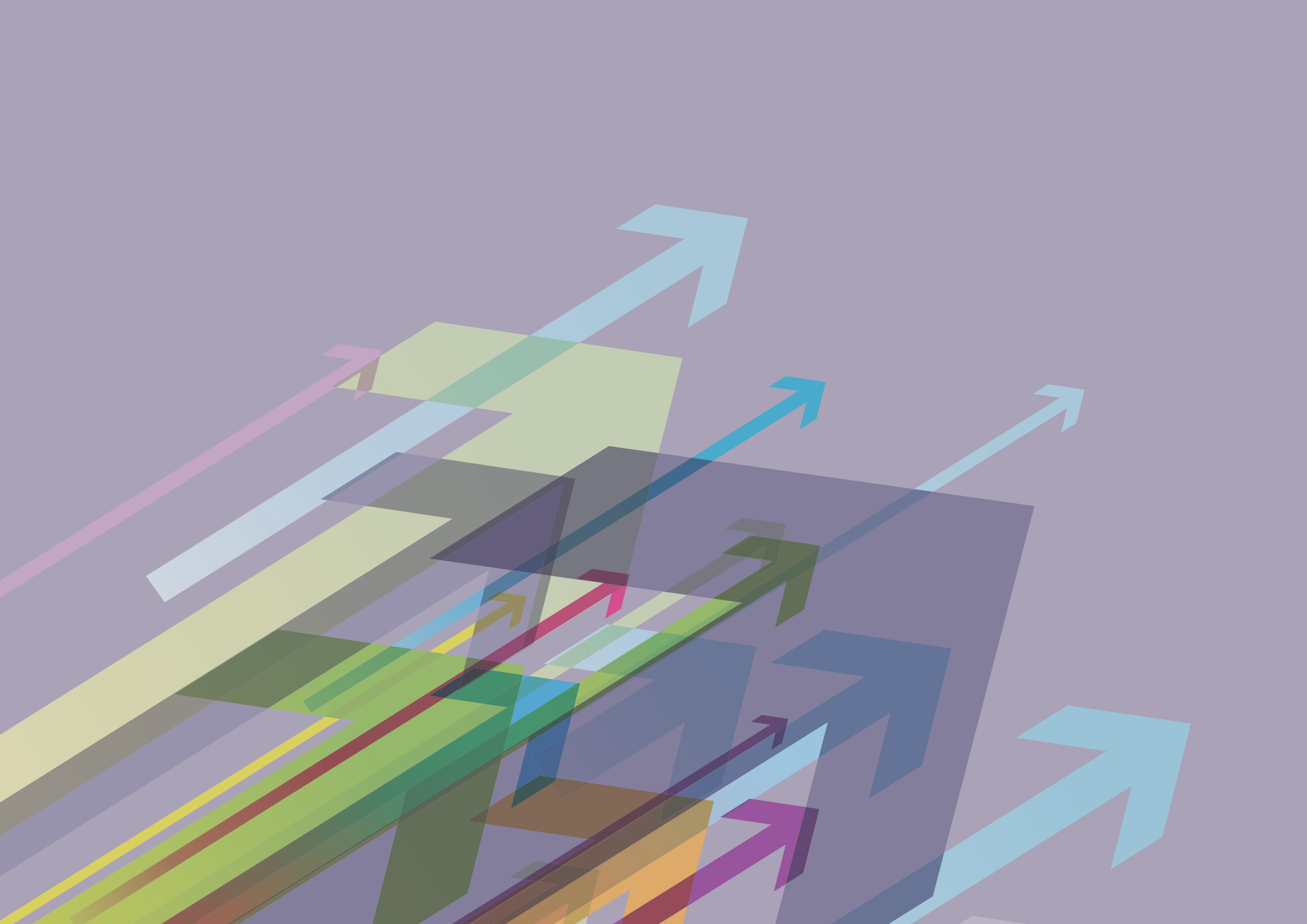
Eric BRANGIER, professeur en Ergonomie et Psychologie du travail, Université de Lorraine - Metz

TABLE RONDE P. 51

Animée par **Kyra FISCHBACH** de la radio 100,7 avec :

- **Mars DI BARTOLOMEO**, président de la Chambre des députés
- **Veronica NILSSON**, secrétaire générale adjointe de la Confédération européenne des syndicats
- **Jean-Claude REDING**, président de la Chambre des salariés

P. 25



MOT DE BIENVENUE

Mesdames, Messieurs,

En ma qualité de président de la Chambre des salariés du Luxembourg, j'ai le plaisir et l'honneur de vous souhaiter ce matin la bienvenue au colloque intitulé « Alternatives pour l'Europe ».

Je voudrais tout d'abord vous remercier de votre présence, signe de l'intérêt porté à l'avenir de notre continent.

Notre Chambre souhaitait profiter de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne pour rappeler que la construction d'une Europe unie ne passe pas seulement par les marchandises, les capitaux et les marchés. Sa dimension sociale a maintes fois été promise mais jamais concrétisée. Les ménages, les travailleurs et les demandeurs d'emplois subissent les effets délétères des restrictions budgétaires décidées au niveau de l'Union, mais peinent à conserver, malgré leurs luttes, les acquis sociaux qui faisaient la fierté du modèle de développement européen.

En mai dernier, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker affirmait « que nous devrions tout faire, nous, notre génération, pour que l'Europe obtienne un triple A social ». Ne pouvant qu'être pleinement d'accord avec ses propos, nous attendons toutefois les actions correspondantes. Or, les politiques menées et poursuivies au niveau de l'Union ne semblent pas viser en priorité cet objectif.

D'ailleurs, personne n'a jamais défini précisément les critères qui permettront d'évaluer les performances sociales de l'Europe, ni qui possède l'autorité suf-




Jean-Claude REDING

Président de la Chambre des salariés

fisante pour attribuer une telle note. Or, il suffit d'écouter, dans la rue, dans les entreprises, les salariés, les chômeurs, les citoyens pour constater que la note sociale de l'Union est en baisse constante suite à l'application de ce que nous nommons le dogme néolibéral et l'orthodoxie budgétaire.

Une lueur d'espoir luit peut-être à l'horizon par le simple fait que la crise que nous vivons est loin d'être une fatalité, telle la météo que l'on ne pourrait pas contrôler et serions obligés de subir. Il existe en effet des alternatives, c'est une question de choix sociaux, économiques et politiques, bref de volonté ! Les intervenants de cette matinée et de cet après-midi nous présenteront de telles alternatives. J'en profite d'ailleurs pour leur exprimer ma gratitude d'avoir accepté d'apporter leur éclairage. Un éclairage bien utile, voire indispensable, tant notre continent paraît emprunter un chemin qui devient de plus en plus sombre.

En effet, la construction européenne semble perdre le Nord... ou plutôt c'est son Sud qui a beaucoup perdu. Perdu en termes d'emploi, de pouvoir d'achat, de maîtrise de son autonomie budgétaire et en a payé les conséquences par une hausse du chômage, de la pauvreté et du mal-être social. Toutefois, les pays du Nord ne sont pas non plus épargnés, ou plutôt ce sont les populations



déjà fragilisées, parce que victimes de licenciements économiques, payées à des salaires qui flirtent ou même inférieurs au seuil de pauvreté ou qui sont éloignées depuis trop longtemps du marché de l'emploi, qui souffrent le plus de cette crise, et cela peu importe leur localisation géographique.

Mais le plus insupportable, c'est que pendant ces périodes de difficultés, l'on veuille casser l'État social, un amortisseur maintes fois éprouvé pour son efficacité de réduction des inégalités. En effet, en suivant la logique d'une austérité budgétaire, les pays européens infligent une double peine à leur population. Déjà victimes du chômage, des baisses de salaires et de la course effrénée à la compétitivité, les plus précarisés doivent subir la réduction des dépenses sociales qui constituent justement ce coussin de sécurité censé amortir les chocs.

Les conséquences de ces mesures restrictives et punitives sont funestes car elles favorisent, dans nos sociétés européennes, la perte de confiance dans les institutions politiques et encouragent la montée des mouvements extrémistes, xénophobes et réactionnaires.

Plutôt qu'une obsession de la consolidation des budgets publics, l'Europe a besoin de croissance économique, car cette dernière permettra de favoriser l'activité et l'emploi, mais aussi de répondre en partie à la question de l'endettement. De grands investissements publics, au niveau de l'Union, devraient favoriser cette croissance.

Au contraire, ce qui a été privilégié jusqu'ici ont été les diminutions des dépenses et les augmentations d'impôts en particulier pour les classes les moins favorisées. Le résultat a été une aggravation de la récession qui influence négativement l'endettement. Cette politique de l'offre se traduit par des réformes structurelles qui aboutissent à une libéralisation du marché du travail, une mise à mal du secteur public et la précarisation des allocataires sociaux et des retraités.

Une étude de mars 2013, menée conjointement par l'*Institut für Makroökonomie und Konjunkturforschung* de Düsseldorf, l'Observatoire français des conjonctures économiques de Paris et le *Österreichische Institut für Wirtschaftsforschung* de Vienne, intitulé « *Die Krise schwelt weiter* », que l'on pourrait traduire par « la crise continue de couver », avance que « cette chape d'austérité, dans laquelle s'est engouffré un nombre toujours plus grand de

pays de la zone euro, a fortement freiné la convalescence économique de la zone euro et a eu pour effet – à l'opposé de la volonté initiale [...] – d'augmenter les charges pesant sur les budgets publics et d'élever le ratio dette/[produit intérieur brut]. Les États concernés ont réagi à cette évolution en accentuant encore plus leurs restrictions budgétaires ».

Pour preuve, l'endettement qui a augmenté le plus est celui des pays de la zone euro qui ont été les plus fortement frappés par la crise financière et qui ont appliqué les plans de rigueur les plus radicaux.

L'étude des trois instituts poursuit en affirmant que « le paquet fiscal est en vigueur depuis janvier 2013. Son application dans une situation [où] la plupart des pays de l'[Union européenne] se trouvent en récession, ou du moins en stagnation, pourrait retarder, voire même empêcher, une relance et, de ce fait, freiner le développement économique à moyen terme. Ce risque ne résulte pas de l'objectif, juste en principe, de modérer l'endettement public mais de la voie par laquelle on veut parvenir à cette fin ». À savoir une limitation drastique des déficits et un objectif d'endettement devant se situer sous la barre des 60%.

Une stimulation de la demande par l'État offrirait une solution plus efficiente et plus juste socialement. En effet, l'on peut aussi réduire le taux d'endettement en jouant sur le dénominateur, à savoir la production économique, et pas uniquement sur le numérateur, la totalité des dettes.

Lundi soir, en ce même lieu, le professeur américain James Kenneth Galbraith, de la *Lyndon B. Johnson School of Public Affairs* de l'Université du Texas, a d'ailleurs brillamment exposé les solutions qu'il propose pour sortir de la crise qui se prolonge en Europe.

Le professeur est en effet revenu sur les causes et les effets de la crise financière de 2007-2008. Il a dénoncé la responsabilité de la vision néolibérale de l'économie, selon laquelle toute intervention étatique serait à proscrire. Malheureusement, cette vision a été largement suivie par les responsables européens, notamment dans le cadre de la crise grecque, avec les résultats désastreux que l'on connaît.

En effet, les contraintes budgétaires instaurées par les traités européens ont empêché la mise en place de politiques de relance à l'échelle de l'Union européenne et rendu la crise pérenne.

Lundi soir, James Kenneth Galbraith nous a d'ailleurs exposé le danger d'une financiarisation qui peut affaiblir la démocratie. Sur ce point, l'orateur a mis en avant l'avantage pour un système démocratique de contracter des dettes envers sa propre population plutôt que de la concentrer dans les mains de quelques acteurs financiers.

Le professeur Galbraith entrevoit une issue, en prenant le contre-pied de l'idéologie néolibérale, et plaide, lui aussi, pour un État social fort, capable d'apporter la stabilité et la sécurité et, finalement, la confiance dans l'économie. Cet État social fort est un formidable outil de réduction des inégalités à même de garantir, en parallèle, la relance de nos économies atones.

La tenue, le 5 octobre 2015, de la première réunion informelle des 19 ministres de l'Emploi et des Affaires sociales de la zone euro constitue un pas dans la bonne direction dans le sens où son objectif était de discuter du renforcement de la dimension sociale dans la gouvernance de l'Union économique et monétaire, confrontée à des divergences sociales importantes.

Une véritable prise de conscience de l'importance de la dimension sociale de la construction européenne doit se faire au niveau des décideurs européens. Nous avons besoin que les architectes de cette construction ne négligent aucunement ce ciment social indispensable pour maintenir l'édifice droit et robuste face aux tentations tempétueuses des replis nationalistes et néopoujadistes.



Malheureusement, la stratégie Europe 2020, censée prendre en compte notamment les aspects sociaux ne donne pas les résultats escomptés. En effet, cette méthode se substitue à une inscription, dans les traités, de normes juridiques contraignantes. La diversité des systèmes de protection sociale dans les États membres ainsi que l'absence de base juridique solide dans les traités ont conduit la Commission à suivre le chemin de la *soft law*. Cela consiste en un échange d'informations et de bonnes pratiques, en espérant que les États suivront d'eux-mêmes les modèles les plus « performants » du point de vue social. Or, l'espoir ne fait pas tout. D'une part, les modèles nationaux ne sont pas transposables tels quels dans chaque pays. D'autre part, aucune sanction ne pénalise un État qui ne jouerait pas le jeu et se moquerait des modèles sociaux qui pourraient lui servir de source d'inspiration.


Aussi, certains ont proposé d'inscrire, à l'instar des critères de convergence économique, des critères contraignants de convergence sociale dans les traités.

Au regard de ces constatations, la stratégie Europe 2020 devrait constituer le fil rouge de toutes les politiques européennes. Les politiques budgétaires devraient être assouplies en vue de remplir les objectifs socioéconomiques préalablement fixés. Ceci permettrait de redonner un véritable sens à la construction européenne qui inspire de plus en plus de scepticisme chez les citoyens.

Les recommandations régulièrement émises par les institutions européennes, par exemple à l'encontre du Luxembourg dans le cadre du semestre européen, ne changent évidemment pas cette donne ; l'on doit se rendre à l'évidence qu'elles sont peu pertinentes au regard de la situation particulière de notre pays.

En effet, les critiques européennes attachent trop d'importance à certains types de réformes, comme par exemple en matière de pensions ou de formation des salaires, mais s'intéressent beaucoup moins à d'autres problèmes pourtant bien présents et ayant potentiellement des effets délétères, comme cela est le cas par exemple pour l'aggravation du chômage ou des inégalités sociales.

Pour ce qui est des pensions, le Conseil ne se fatigue pas de répéter, année après année, les mêmes idées, à savoir « combler l'écart entre l'âge légal et l'âge effectif de départ à la retraite, en limitant les départs anticipés et en liant l'âge légal de la retraite à l'évolution de l'espérance de vie ». Or, des alternatives viables existent et semblent, à notre avis, bien plus adaptées à assurer et l'équilibre et la viabilité à plus long terme du système de pensions actuel.



On oublie trop souvent que l'espérance de vie n'est pas la même pour toutes les catégories de travailleurs, ce qui engendre de fortes inégalités qui pénalisent les salariés qui ont des conditions de travail très pénibles. Les recommandations européennes font l'impasse sur toute une série de questions : la garantie d'embauche ou de maintien effectif des salariés âgés dans l'emploi, l'amélioration concrète des conditions de travail des salariés âgés, un droit opposable à une réduction du temps de travail à l'approche de la fin de la vie active, un volet consacré aux recettes supplémentaires enrichi de pistes visant à explorer d'autres sources de financement de l'assurance pension. La Chambre des salariés a d'ailleurs étudié, dans ses avis, un certain nombre de ces pistes alternatives qui nous semblent crédibles et indispensables.

Un constat identique peut être dressé en ce qui concerne la question de la formation des salaires. Le raisonnement du Conseil n'est pas pertinent pour plusieurs raisons que je ne vais pas aborder maintenant.

Par ailleurs, au niveau européen, les acteurs syndicaux devraient être davantage associés à l'élaboration et à la mise en place des mesures ayant un impact socioéconomique sur les travailleurs et les citoyens. Cela aurait l'avantage de remettre à l'ordre des priorités, non plus la recherche exclusive des équilibres budgétaires, mais les impératifs de lutte contre le chômage, la précarité et l'augmentation de la pauvreté sur notre continent.

Il est d'ailleurs, notons-le, plus que symptomatique que le mot plein-emploi n'est plus jamais utilisé dans les textes européens. On parle peut-être parfois de la diminution du chômage mais l'idéal du plein-emploi, qui se retrouvait dans les traités européens d'origine, n'y figure plus.

Par ailleurs, à l'échelle nationale, les acteurs syndicaux devraient pouvoir également être réellement impliqués dans l'élaboration des programmes de stabilité et des programmes nationaux de réforme.

Les syndicats demandent que leurs revendications soient prises en compte et se concrétisent dans les décisions politiques qui sont prises. Les institutions européennes mais également les États membres ont une responsabilité pour faire participer activement les partenaires sociaux, et non prévoir uniquement des consultations qui ne seront pas suivies d'effets.

Pour sa part, la Confédération européenne des syndicats a demandé que le dialogue macroéconomique soit utilisé comme forum pour la consultation des partenaires sociaux sur la procédure relative aux déséquilibres macroéconomiques excessifs, permettant ainsi une discussion systématique de l'analyse approfondie des États membres par la Commission. La Confédération a également invité la Commission à prendre l'initiative d'une restructuration du dialogue macroéconomique et à soutenir, renforcer et élargir la participation des partenaires sociaux. La Confédération souhaite que la Commission et le Conseil renforcent le rôle du Sommet social tripartite en faisant de cette rencontre le forum où les partenaires sociaux peuvent influencer en profondeur la gouvernance économique européenne dans le contexte du semestre européen et de la stratégie Europe 2020.

En outre, une attention particulière doit être accordée aux parlements nationaux. Ils devraient notamment débattre les programmes de stabilité et les programmes nationaux de réforme avant qu'ils ne soient envoyés par les gouvernements nationaux à la Commission.

Poursuivant la réflexion livrée lundi par le professeur Galbraith, les intervenants, allemands et français, de cette journée vont pouvoir exposer leurs idées sur les réformes nécessaires au niveau européen en matière de gouvernance économique et financière, de réduction des inégalités et de redistribution plus équitable des richesses ainsi que de l'importance du droit social et de l'amélioration des conditions de travail afin de sortir de la crise par le haut.

Les six interventions seront suivies, cet après-midi, par une table ronde rassemblant Monsieur Mars Di Bartolomeo, président de la Chambre des députés du Luxembourg, Madame Veronica Nilsson, secrétaire générale adjointe de la Confédération européenne des syndicats, et moi-même, afin de revenir sur les différentes réflexions développées au cours de cette journée.

Je voudrais maintenant conclure en vous remerciant de votre attention et en cédant la parole au modérateur de ce colloque Monsieur Jürgen Stoldt.

Merci.

Seul le texte prononcé fait foi.

LA GRANDE CRISE : COMMENT EN SORTIR AUTREMENT ?

La conférence donnée par le professeur James K. Galbraith était basée non seulement sur ses récents travaux sur la convergence d'idées et de circonstances qui ont mené à la crise financière des années 2007 à 2010, mais également sur la façon dont cette crise a en quelque sorte marqué un changement dans le mode de fonctionnement de l'économie mondiale. Ces transformations ont fait en sorte qu'il est à présent nécessaire de changer nos modes de pensée afin de trouver des réponses politiques appropriées sur les défis qui émergent en matière économique, environnementale, énergétique et de sécurité.

Au cours des dernières années, le professeur Galbraith a dévoué un temps et une attention considérables à la situation de la Grèce en assistant son collègue de l'Université du Texas, Yánis Varoufákis, lors de son mandat de ministre des Finances grec. Cela a servi à enrichir la perspective adoptée par James K. Galbraith concernant l'impact et les conséquences de la crise en Europe.

Le sujet de la conférence provient donc de cette expérience acquise en travaillant avec l'ancien ministre des finances grec afin de résoudre la crise et cela donne de la matière à penser sur un aspect particulier de la Grande Crise qui est d'une importance universelle pour tous les citoyens des démocraties modernes : la relation existant entre pouvoir financier et potentiel démocratique. À ce sujet, l'expérience grecque offre une illustration très claire, raison pour laquelle le professeur Galbraith insiste, dans un premier temps, très fortement sur une présentation du déroulement de la crise au sein de la République hellénique.

La leçon à tirer de l'évolution de la situation de la Grèce au cours des dernières années est que les élections doivent avoir des conséquences. Un processus politique fonctionnant correctement ne peut et ne doit pas être indifférent aux

James K. GALBRAITH

Professeur à la Lyndon B. Johnson School
of Public Affairs de l'Université du Texas à Austin



résultats d'une élection libre et impartiale. C'est en gardant cette idée en tête, qu'il faut voir comment s'est déroulé le drame grec au cours des dernières années.

James K. Galbraith estime que la Grèce n'a jamais été un pays qui a été bien gouverné d'un point de vue économique, et la plupart des personnes partagent son avis. Pendant la première décennie de l'Euro, une combinaison entre taux d'intérêts convergents et un risque de taux de change inexistant ont fait que la Grèce ait accumulé de plus en plus de dettes publiques (tandis que dans d'autres pays le même phénomène ait été présent mais pour la dette privée cette fois-ci) afin d'effectuer des dépenses militaires (surtout au profit de l'Allemagne et de la France), des projets d'infrastructure (comme les Jeux olympiques), et pour cacher des déficits présents dans certaines branches de l'administration publique, comme la sécurité sociale. Personne ne s'attendait à ce qu'il soit possible de rembourser ces déficits cachés en respectant les termes des emprunts effectués. L'endettement se justifiait par la supposition d'une croissance future des revenus et de la capacité fiscale. Mais, pour la majeure partie, l'endettement n'avait pas de contrepartie en termes de recettes futures. C'était plutôt le résultat d'un processus douteux dans lequel les cré-



diteurs prenaient des risques en s'attendant à être sauvés en cas de défaut et les débiteurs souscrivaient des prêts afin de profiter (vraisemblablement) de dessous de table.

La capacité à rembourser la dette publique a été remise en question par l'augmentation des coûts unitaires et des niveaux de salaires du secteur privé grec. En 2010, le pays a donc été la victime prévisible de la crise : les investisseurs ont fui les actifs jugés trop risqués pour se réfugier dans d'autres plus sûrs, coupant l'État grec de toute possibilité de refinancement sur les marchés de crédit privés.

C'est à ce moment que l'UE et le FMI interviennent pour commettre ce qui serait considéré comme un crime financier par les régulateurs de ce secteur : de proposer, en toute connaissance de cause, un prêt à une entité en faillite (l'État grec ne pouvait pas rembourser ce prêt) plutôt qu'amortir les prêts en défaut et mettre en œuvre un processus de résolution et de recapitalisation de l'institution concernée. Tout cela a été fait sous la pression du secrétaire d'État au Trésor américain, Timothy Geithner, qui s'inquiétait du risque de contagion du système bancaire américain.

Ainsi, des pertes ont été cachées et des dettes ont été rayées de la comptabilité du système bancaire grec et transférées sur le dos des citoyens européens, y inclus ceux de pays moins aisés que la Grèce.

La participation du FMI à ce programme peut s'expliquer de deux façons. D'une part, l'institution était en perte de vitesse, les pays d'Amérique latine, par exemple, ayant cessé de traiter avec le FMI. D'autre part, le directeur du FMI de l'époque était une figure ambitieuse qui souhaitait devenir président de la République française et avait en tête la bonne réputation que l'implication en Grèce lui apporterait auprès des banques françaises.

La Banque Centrale Européenne a elle aussi apporté une contribution plus que douteuse en rachetant des obligations de l'État et du secteur privé grecs détenues par des banques du pays via le Securities Market Program en s'attendant à ce que l'État grec continue à rembourser ces obligations.

La Grèce a ainsi été placée sous la tutelle du premier Mémoire qui dictait les termes économiques et politiques auxquels elle devait se soumettre. Les économistes du FMI et d'autres institutions étaient conscients du fait que ces mesures auraient inévitablement pour conséquence une récession dont ils estimaient cependant qu'elle serait suivie d'une lente phase de reprise de quelques années. Toutefois, l'économie grecque a connu un effondrement de près de 25% du PIB et n'est pas parvenue à s'en remettre. En 2012, une partie des dettes ont été effacées, ce qui a eu pour effet de fragiliser les fonds de pensions grecs. En 2014, le mirage de la croissance économique a fait son apparition, mais cela était dû au fait que les prix aient chuté plus fortement que le PIB nominal, faisant en sorte que le PIB réel augmente par le biais d'une déflation par la dette, ce qui a accru le poids de la dette et dégradé la situation financière grecque.

C'est la combinaison entre déflation par la dette et invisibilité de la reprise aux yeux des Grecs qui a précipité les événements politiques à partir de fin 2014. Sous la pression économique et politique, trois gouvernements grecs se sont succédés sur une courte période. Fin 2014, l'opposition de gauche a réussi à provoquer de nouvelles élections, et le gouvernement sortant s'y est préparé de plusieurs façons intéressantes. D'une part plusieurs paiements importants étaient dus au FMI et à la BCE au cours du printemps et de l'été. Toute per-

sonne en pleine possession de ses facultés mentales se serait dit : « je ne veux pas être au pouvoir à ce moment-là parce qu'il est impossible de satisfaire ces demandes. » Par ailleurs, le gouvernement s'est vu offrir une prolongation de 6 mois du Programme d'ajustement, mais a insisté sur une prolongation de deux mois seulement, ce qui affecterait aussi le gouvernement suivant qui aurait alors eu très peu de temps pour en négocier les conditions.

Le ministre des Finances allemand a clairement exposé son avis selon lequel les élections ne devaient pas avoir d'influence sur les politiques menées. Après les élections, le chef de l'Eurogroupe s'est rendu à Athènes pour réitérer cette position avec la menace additionnelle qu'on laisserait s'effondrer le système bancaire grec en cas de non-respect du Mémorandum.

La victoire de la Gauche, composée de partis n'ayant jamais été au pouvoir mais ayant un fort support populaire, a été préparée par un ensemble d'idées

dont Yanis Varoufákis avait la responsabilité. La volonté du mouvement Syriza était de résoudre les problèmes au niveau de l'Europe et dans le contexte et le cadre réglementaire des traités et accords européens en adoptant quatre mesures.

Premièrement, la BCE devait mutualiser les dettes publiques dépassant les critères de Maastricht (c'est-à-dire plus de 60% du PIB) afin de faciliter l'accès au crédit de tous les États participants, qu'ils respectent ou non ce critère.

Ensuite, il était proposé de gérer la dissolution des banques en faillite au niveau européen afin de briser le lien toxique existant entre banques en faillite et États en faillite et d'atténuer la pression politique et économique. On aurait ainsi pu faire face au poids d'une garantie des dépôts sans quitter l'Euro.





Troisièmement, on envisageait un programme d'investissement afin de relancer la croissance économique en utilisant la BEI et le Fonds européen d'investissement en tant que concepteurs et assistants techniques afin de mettre ce processus dans des mains à la fois expérimentées et pouvant dépasser les capacités affaiblies des États.

La quatrième et dernière idée du programme Syriza, était la mise en place d'un fonds d'aide directe aux ménages les plus vulnérables en leur offrant une assistance chômage et alimentaire. Cela aurait créé une solidarité directe au niveau du continent et aurait stabilisé les revenus. De plus, cela aurait été une mesure politique et psychologique qui aurait donné aux citoyens désillusionnés par le projet européen une raison de croire en une possibilité de progrès. Ce dernier point a été mis en place au niveau national pendant les premiers mois du nouveau gouvernement grec.

Aucune de ces quatre propositions n'a en fait atteint la table des négociations alors qu'elles montraient une volonté de résoudre les problèmes existants d'une façon globale quoique bien au-delà des capacités du seul gouvernement grec compte tenu des demandes et pressions auxquelles celui-ci faisait face. Les négociations ont donc tourné autour de l'application du Mémorandum. Le gouvernement grec avait toutefois de bonnes raisons de penser que les mesures contribueraient à exacerber la crise.

En effet, pour ce qui est de l'organisation du marché de l'emploi, la négociation collective (pas très répandue en Grèce, mais un principe de base d'un gouvernement progressif) avait été démantelée par le Mémorandum. La proposition du gouvernement grec était d'au minimum respecter les recommandations du BIT et d'être cohérent avec les pratiques des autres États-membres. La Grèce ne devait pas être sujette à une désorganisation du marché de l'emploi et à un affaiblissement des travailleurs au profit des patrons.

Ensuite, si les pensions représentaient une grande part du PIB en Grèce, elles ne permettaient pas d'obtenir des revenus importants (la pension médiane étant d'environ 600 euros par mois, quelques euros seulement au-dessus du seuil de risque de pauvreté). La plupart des retraités ne recevaient qu'environ 350 euros par mois, et le Mémorandum proposait de les diminuer de 120 euros, chose que le gouvernement grec n'était pas prêt à faire pour d'évidentes raisons sociales et humanitaires.

Par ailleurs, le gouvernement grec s'opposait à la vague de privatisation d'actifs, non pas parce qu'il était en parti composé d'anciens militants communistes, mais pour des raisons économiques. En effet, il proposait d'étaler ces privatisations dans le temps de façon rationnelle, contrairement à ce qui était prévu par le Mémorandum. Les craintes du gouvernement grec se sont confirmées lorsque la mise en vente concomitante de tous ces actifs a entraîné une chute des prix, empêchant ainsi le gouvernement d'atteindre les projections de recettes.

Finalement, l'objectif de surplus primaire avait des répercussions considérables sur la restructuration future de la dette publique. Dès lors que l'on s'accorde sur un surplus primaire complètement irréaliste (+4,5% du PIB dans ce cas) on prend une trajectoire vouée à l'échec et il est fort probable qu'on devra à l'avenir prendre des mesures d'austérité encore plus sévères afin d'atteindre l'objectif irréalisable. Un objectif de surplus primaire raisonnable (par exemple autour de l'équilibre) ne permet pas de sortir de l'austérité, mais dégage une marge de manœuvre budgétaire et permet une renégociation sérieuse et sensée de la dette publique.

Dans ces quatre cas, le gouvernement grec avait donc une bonne connaissance de la situation dans le pays et une inquiétude concernant l'évolution de l'économie grecque. Cela n'était pas vrai du côté des crédateurs qui étaient dans

le pays et vivaient quasiment dans les ministères grecs pour donner des instructions, mais leurs politiques étaient axées sur les intérêts des institutions qu'ils représentaient. Ils appliquaient uniquement les prescriptions que le FMI adresse indifféremment à tous les pays, leur seul souci étant de préserver leur position de force.

À certains moments, le gouvernement grec a pu avoir l'impression de faire des progrès, mais en réalité, ils négociaient avec des institutions qui n'étaient pas prêtes, ni institutionnellement, ni politiquement, à faire une quelconque concession.

Au niveau de l'Eurogroupe, le principal souci des 18 autres ministres était en effet la situation politique et économique dans leurs propres pays. Les approches volontariste (avec Yánis Varoufákis) et conciliante (avec Euclide Tsakalotos) des Grecs n'ont par conséquent pas apporté de résultats. Au fil du temps, le gouvernement a ainsi épuisé ses réserves pour rembourser la dette. À plusieurs reprises il a même dû recourir au défaut de paiement interne, vis-à-vis des fournisseurs des hôpitaux par exemple, et à la saisie des réserves des hôpitaux, universités et de la plupart des municipalités.

La BCE a, encore une fois, joué un rôle crucial en maintenant une pression psychologique sur les déposants du système bancaire grec, d'abord en orientant les banques grecques vers le seul dispositif d'assistance en liquidités d'urgence (Emergency liquidity assistance), puis en menaçant d'arrêter ce dispositif du jour au lendemain. Ce qui aurait provoqué une mise en place de contrôles des capitaux. En même temps, elle a décidé de ne plus reconnaître les obligations grecques comme garantie.


À partir de février, tout le monde savait à quoi s'attendre, la seule zone d'ombre qui subsistait étant la position qu'adopterait l'Allemagne. Plutôt que de proposer une solution qui permettrait à tous de sauver la face, la décision de Merkel – hostile du point de vue grec – a eu pour conséquences la mise en œuvre des contrôles des capitaux et du référendum. Les menaces de plus en plus insistantes suivies de la réunion d'urgence dans la nuit du 12 au 13 juillet ont conduit au Mémorandum actuel avec un « nouveau » Programme contenant les mêmes mesures et conditions que le précédent comme si les remèdes inefficaces prescrits pendant cinq ans pourraient soudainement commencer à porter des fruits.

Qui plus est, pendant la campagne référendaire, tous les dirigeants européens ont contribué à exercer de la pression sur les électeurs grecs en insinuant qu'un « non » forcerait le pays à sortir de l'Euro, ce qui était clairement une menace politique. Dans les élections parlementaires qui suivirent, ces mêmes dirigeants ont indiqué que ces élections ne pourraient impliquer des changements dans les mesures imposées par les institutions.

Quelle que soit la dénomination utilisée – accord, contrat, mémorandum – il semble que, du point de vue juridique, ce soit un contrat conclu sous la menace et sa légitimité morale peut et doit être remise en cause. Il sera bien sûr implémenté au niveau du parlement grec, processus en cours actuellement, mais sera-t-il également exécuté par les magistrats qui seront forcés d'expulser des personnes de leurs logements ou devront fermer des entreprises du secteur privé ? Le professeur Galbraith estime que la réponse à cette question reste à déterminer.

Qu'en est-il des autres pays européens ? Les mesures d'austérité résultent clairement d'intimidations à des fins politiques, non seulement en Grèce, mais





également en Espagne, au Portugal, en Irlande ou même en France. Cela fonctionnera, du moins jusqu'à un certain degré, au cours du prochain cycle électoral, mais ce serait étonnant que cette situation persiste indéfiniment : un peuple peut être intimidé temporairement, mais finira toujours par s'en lasser. C'est pour cette raison que Syriza a remporté les élections de janvier : le peuple était contrarié par les intimidations et voulait montrer sa volonté de résoudre la crise par ses propres moyens. À terme, ni les Italiens, ni les Espagnols, ni les Portugais ne devraient réagir différemment aux Grecs ; la rancœur et, pour certains, de la défiance pourra alors prendre deux formes selon qu'il s'agisse d'un grand ou d'un petit pays.

Les grands pays, comme la France ou l'Italie, ont la capacité de faire ce qu'ils veulent s'ils en ont suffisamment la volonté. Ces pays ont déjà réussi à se dégager suffisamment de marge de manœuvre dans le cadre réglementaire européen, ce qui explique pourquoi le ministre des Finances allemand tente sans relâche d'imposer ses idées aux Français.

Et pour les petits pays ? Ceux-ci n'ont pas la possibilité de s'imposer aussi facilement. Ce qui mène alors James K. Galbraith à discuter de la mise en place d'un plan B.

Le plan B est un plan de contingence. Dans le cas grec, et contrairement à ce que certains pourraient penser, il n'existait aucune volonté de la part du gouvernement grec de quitter la zone euro : l'objectif de ce plan était de se préparer à un éventuel échec des négociations et une sortie forcée de l'euro. Dès lors, il fallait décider, au préalable, des mesures pertinentes à mettre en place le cas échéant. James K. Galbraith, ainsi que toute une autre série de personnes – avocats, spécialistes en finance, etc. – étaient impliqués dans la mise en place de ce plan B. Ce plan a été tenu secret à cause de la volatilité des opinions nationales et internationales au sujet de la situation grecque et de son évolution. Le plan de contingence, quoiqu'imparfait, aurait été utile en cas d'échec des négociations.



L'existence d'une alternative permet en effet de mener des négociations sans se faire forcer la main. Dans le cas de la Grèce, par exemple, la négociation était basée sur la menace d'une sortie de l'euro proférée par les institutions, et le manque d'alternative faisait qu'on ne pouvait pas influencer le cours des négociations. L'existence d'un plan de contingence est un moyen viable pour les petits pays de faire entendre leur voix dans une situation où des décisions leur sont imposées de l'extérieur.

De façon plus générale, le problème est que bon nombre de pays ont été laissés dans une situation de stagnation économique de long terme, ce qui à terme mène forcément à une instabilité politique. Pour empêcher cela, il faut instaurer un climat de confiance.

Pour rétablir la confiance dans le projet européen, le professeur Galbraith propose de se baser sur la quatrième des « modestes propositions pour résoudre la crise de l'euro » (élaborées avec Yánis Varoufákis), c'est-à-dire de mettre en place une solidarité entre les pays européens. Une telle mesure donnerait une raison tangible aux citoyens européens de penser que l'Union européenne et la zone euro améliorent leur situation par le biais de mesures concrètes plutôt qu'en se référant à un symbolique ancienne et à la pacification du continent dans l'après-guerre.

D'aucuns diront alors qu'on ne peut pas se permettre d'être solidaires en temps de crise, et qu'il faut alors plutôt se serrer la ceinture et abandonner le luxe de la protection sociale, des pensions de vieillesse, de la garantie des dépôts, de l'assistance alimentaire et ainsi de suite. Mais pour James K. Galbraith, le contraire est vrai, et l'histoire des États-Unis le démontre très bien : une crise est le moment préconisé afin de mettre en place, étendre et fortifier les institutions de solidarité, de reconnaître où en sont les lacunes pour les combler. En effet, c'est dans les années 1930 (en plein milieu de la Grande Dépression) qu'ont été mis en place la sécurité sociale, la garantie des dépôts, le droit aux négociations collectives ou le salaire minimum. Si les programmes Medicaid et Medicare ont été instaurés dans les années 1960 dans de toutes autres conditions, la tendance se confirme avec la mise en place en 2010 de l'Affordable Care Act (dit Obamacare).

Une crise doit donc être le moment privilégié pour les sociaux-démocrates, pour ceux qui croient en des valeurs sociales, pour faire pression afin de mettre

en place de telles structures au fur et à mesure que les circonstances économiques et politiques le permettent.

Cette idée est complètement à contre-courant de la doctrine de l'austérité mais qui ne correspond pas non plus aux principes du keynésianisme. En effet, pour ce dernier il suffit de stimuler et de dépenser pour relancer l'économie. Ainsi, on en est arrivé à mettre en place une politique monétaire d'assouplissement quantitatif (quantitative easing) qui permet aux banques de se refinancer à taux nul.

Toutefois, cette mesure purement keynésienne bénéficie à des individus bien spécifiques, le secteur financier, dont les intérêts ne sont pas les mêmes que ceux de la société. En effet, si les banques peuvent obtenir de l'argent à taux zéro, c'est loin d'être le cas pour les citoyens. Il est plutôt nécessaire de prendre des mesures qui sont destinées à stabiliser les revenus et à protéger la population, qu'il s'agisse des travailleurs ou des retraités, des personnes malades ou en bonne santé.

C'est l'existence d'un tel filet de sécurité qui permet aux individus de prendre des risques économiques permettant un développement de l'économie, notamment à travers des petites et moyennes entreprises, les moteurs de la croissance et de l'emploi dans un monde où la technologie détruit de plus en plus de postes de travail. Ce serait là une stratégie cohérente au niveau de l'Union européenne et elle permettrait aux citoyens d'avoir à nouveau confiance en le projet européen et de faire des choix démocratiques sans pressions politiques et économiques externes. Il ne devrait pas être permis, tel que cela a été le cas en Grèce, de rester au pouvoir seulement pour mettre en œuvre une politique dictée de l'extérieur.

Finalement, James K. Galbraith revient sur le lien entre démocratie et endettement. Le pouvoir de négociation des créanciers ne découle pas forcément du fait qu'un pays est fortement endetté. À titre d'exemple, le Japon est très endetté, mais libre de faire ses propres choix. Le réel problème est la détention de la dette publique par des personnes ou institutions qui pour des raisons politiques – qui sont elles-mêmes en partie issues de décisions démocratiques – ne peuvent s'adapter à un processus démocratique plus large.

Ce n'est pas par accident que la démocratie moderne trouve ses origines aux Pays-Bas, en Angleterre ou dans les républiques d'Italie, ces pays ayant placé leurs dettes publiques dans les mains de leurs propres citoyens plutôt que dans celles d'institutions financières étrangères. Il s'agit là de l'essence même de l'indépendance nationale.

Ce n'est pas non plus par accident qu'après la Première Guerre mondiale, financée par les États démocratiques au travers de ventes massives d'obligations à leurs ménages, que ces derniers ont commencé à pouvoir se faire entendre dans la gouvernance politique et économique de leurs pays respectifs. De façon similaire, on peut expliquer l'émergence, au lendemain de la deuxième Guerre mondiale, de politiciens sociaux-démocrates aux États-Unis. Il faut donc combiner les questions financières et politiques de façon à obtenir un point d'appui pour véritablement changer le cours de l'histoire et préserver la démocratie.



QUELLE POLITIQUE POUR L'UNION EUROPÉENNE ?

Constat : la zone euro a subi coup sur coup deux crises économiques depuis 2008 et elle est encore convalescente

Tous les pays développés ont subi une baisse de leur PIB par tête en écho à la crise de 2008 puis l'activité a repris dans tous les pays mais à des rythmes différents. Ce mouvement de reprise a une caractéristique à savoir que le PIB par tête a retrouvé seulement son niveau de 2008 en 2015 en Europe ce qui indique clairement que cette crise a eu un impact très significatif sur les économies des pays européens.

Mais, dans le sillage de cette crise, il est important de souligner que les inégalités se sont considérablement creusées aux États-Unis en 2008-2009 mais que bien que l'on observe une réduction de ces inégalités depuis lors, elles ne se sont pas réduites de la même manière pour toute la population. Dans le détail, on observe que ce sont les plus riches qui ont bénéficié de la reprise, ce que ne montrent pas ces chiffres moyens. Donc cette crise a provoqué des changements au sein des économies que les chiffres moyens masquent.

Lorsque l'on se focalise sur la zone euro, force est de constater que la reprise entamée en 2009 s'est arrêtée net en 2011 et l'on a observé dès lors un nouveau plongeon dans la crise suivie d'une timide reprise. **La zone euro a donc subi deux crises.**

Cette double crise s'est répercutée beaucoup plus durement sur le chômage au sein de la zone euro qu'aux États-Unis. En effet, alors qu'aux États-Unis le chômage a baissé de manière graduelle depuis 2010, il a considérablement augmenté au sein de la zone euro depuis 2011 ce qui conduit à un écart substantiel avec les États-Unis.

Xavier TIMBEAU

Directeur principal de l'Observatoire français
des conjonctures économiques (OFCE)




Toutefois, il convient de préciser là encore que le diable se cache dans les détails car la baisse du taux de chômage aux États-Unis est aussi liée à un mouvement substantiel des chômeurs vers l'inactivité dans le sillage de crise qui les a frappés. Le taux d'emploi n'est donc pas encore revenu à son niveau d'avant crise outre Atlantique ce qui est l'une des raisons pour laquelle la FED ne s'est pas encore engagée vers une normalisation de sa politique monétaire. Un autre élément caractéristique de la zone euro depuis la survenue de la crise est que son taux d'inflation est aujourd'hui à un niveau significativement plus bas que celui des États-Unis.

La baisse du taux d'investissement en Europe est susceptible de se transformer en boîte de pandore à l'avenir

Plus encore, sur le front de l'investissement et ici celui du taux d'investissement¹, la zone euro présente un profil préoccupant depuis la survenue de la

¹ Investissement sur PIB.



crise car ce taux n'a cessé de baisser en zone euro alors qu'il s'est redressé aux États-Unis.

Ceci est particulièrement inquiétant pour le futur car ces investissements qui n'ont pas été réalisés au cours des dernières années et qui ne sont pas actuellement réalisés à l'heure actuelle mènent à une moindre activité et donc nourrissent la montée actuelle et à venir du chômage.

Pire encore, si cette trajectoire se poursuit alors l'Europe va s'enliser dans ces perspectives de futur dégradé, car ces perspectives d'investissements vont réduire les estimations de croissance potentielle pour plusieurs années. Cette dégradation des estimations de croissance potentielle risque de conduire notre technocratie que nous avons construite en Europe² à demander aux États de réduire leurs ambitions en particulier pour la protection sociale et leurs dépenses publiques face à ce contexte dégradé. **Cette évolution de l'investissement est donc susceptible de nous conduire à entrer dans la dangereuse spirale du moins disant social.**

L'excédent de la balance courante est un cadeau empoisonné pour les générations futures

À priori l'excédent de 4 points de PIB de la balance courante constitue une bonne nouvelle pour l'Europe. En effet, certains pensent que les excédents engrangés par la balance courante pourront servir aux générations futures.

Le problème qui se pose dans ce contexte c'est que l'on ne sert pas les générations futures en mettant de l'argent à la banque car il y existe un taux de change qui s'applique à cet argent à la banque. Ainsi, si à l'avenir le taux de change s'apprécie, les économies se déprécient. Ce risque est bien réel car nous sommes non seulement dans un système de taux de change variables mais avec un euro qui est une monnaie qui ne connaît pas suffisamment de succès pour s'imposer à l'ensemble de la planète. **Penser que l'on lègue des excédents de la balance courante aux générations futures n'est donc qu'une**

² Il s'agit de l'ensemble des règles budgétaires et la façon dont ces règles budgétaires sont construites avec des places prépondérantes accordées aux indicateurs de la croissance potentielle et au solde structurel notamment.

pâle illusion car en réalité on lègue aux générations actuelles les conséquences d'un chômage élevé et on va léguer aux générations futures les conséquences d'un manque d'investissements.

Plus encore, on observe que l'Allemagne a certes des excédents courants très élevés car elle contribue aux trois-quarts de l'excédent de la zone euro cependant cela est vrai si on regarde le niveau du solde de la balance courante mais pas si on observe son évolution. Si l'on se focalise sur l'évolution en termes de point de PIB de la zone euro on observe que la balance courante de l'Allemagne s'est un tout petit peu tassée. Donc en réalité, ce sont tous les autres pays qui ont amélioré le solde de la balance courante.

Cette situation constitue le « biais » de l'Europe aujourd'hui, à savoir que ce n'est pas que l'Allemagne réalise des excédents de sa balance courante mais que tous les autres pays fassent pareil que l'Allemagne. En effet, actuellement l'Allemagne est au plein emploi et cela peut se justifier mais dire qu'en Espagne qui a 25% de chômage qu'il faut accumuler des excédents de sa balance courante pour les générations futures cela n'a aucun sens.

L'augmentation de la dette publique au sein des économies de la zone euro doit être relativisée et il est important de ne pas répondre par l'uniformisation aux divergences qui existent entre les États membres

Ceci conduit aussi à s'interroger sur la situation à propos de la dette publique au sein de la zone euro car actuellement il existe une volonté de ne pas céder de dette aux générations futures au sein de l'élite gouvernante dominante.

La situation à propos de la dette publique révèle que **la crise de la dette souveraine en 2012 a conduit à une véritable culpabilisation voire diabolisation de la dette publique qui serait à la fois incontrôlable et incontrôlée au sein de la zone euro.**

Mais si l'on observe les données statistiques, la dette publique n'a augmenté que de 30 points de PIB en Europe alors qu'elle s'est accrue de 42 points de PIB aux États-Unis et même de 50 points de PIB de dette en plus au Royaume-Uni. Ainsi, si le Royaume-Uni était inclus dans la zone euro, il dégra-



derait la moyenne de cette zone. Ceci doit évidemment poser la question de savoir pourquoi l'on a diabolisé de manière illégitime les augmentations de dettes publiques durant la crise dans les États appartenant à la zone euro au nom de la protection des générations futures.

Toutefois, il convient de rappeler qu'il existe des divergences de montants de dettes rapportées au PIB entre les États de la zone euro qui peuvent induire un certain nombre de fragilités et même aboutir à remettre en cause le modèle de l'Union européenne. **Face à ce constat, il est essentiel de prendre conscience que l'uniformisation n'est pas une réponse face aux défis posés par cette divergence au sein de l'Union européenne. Et, il faut aussi se rendre compte que la dictature actuelle de la convergence risque de mener vers une uniformisation des règles en Europe mais vers le « moins disant »** à savoir que l'on va uniformiser en prenant par exemple le taux de salaire minimum le plus bas d'Europe ou encore le taux de remplacement à la retraite le plus bas d'Europe.

En outre, en ce qui concerne les coûts salariaux unitaires, des différences se sont installées entre les États membres de la zone euro. Les pays les plus proches du plein emploi sont ceux qui ont les coûts salariaux les moins élevés comme par exemple l'Allemagne. Inversement ceux qui disposent des coûts

salariaux les plus élevés sont ceux qui sont le plus éloignés du plein emploi et ont les taux de chômage les plus élevés.

Actuellement, compte tenu du fait que la zone euro est un espace avec des taux de change fixes en son sein, on résorbe ces différences en termes de plein emploi en réduisant les salaires dans les pays disposant des coûts salariaux les plus élevés. **Or, cela va avoir des conséquences terribles pour l'Europe si l'on ne rétablit pas la compétitivité de ces pays avec des taux de chômage élevés de manière différente que celle de la baisse des salaires. La première alternative à la politique actuelle est que l'Allemagne augmente ses salaires nominaux relatifs.** À cet égard l'établissement récent d'un salaire social minimum en Allemagne est une étape très importante. Mais ce n'est qu'une étape et beaucoup de chemin reste à parcourir. **Une seconde alternative vise à travailler sur la localisation de l'investissement en Europe ainsi que la productivité. Mais le problème aujourd'hui c'est que l'ajustement ne se fait que par la baisse des salaires relatifs dans les pays disposant des coûts salariaux unitaires les plus importants.**

L'Europe est en train de s'engager dans le piège du « plein emploi de crise sociale »

Si l'on se focalise sur les conséquences sociales de la crise, il est indispensable de prendre conscience que l'on se dirige certes vers un plein-emploi mais un plein-emploi de crise sociale.

Bien que l'on ne dispose pas actuellement des indicateurs de pauvreté mis à jour depuis 2012, l'escalade du chômage dans la plupart des pays de la zone euro depuis 2012 laisse présager une augmentation de la pauvreté en Europe.

Mais la véritable question qui se pose c'est de savoir dans quelle mesure la baisse du chômage qui devrait survenir au cours des prochaines années va amener ou non les économies de la zone euro sur le sentier du plein emploi. En effet, la récente montée du chômage aura des conséquences à l'avenir car elle va se transformer en d'autres indicateurs tels que le sous-emploi, des difficultés d'insertion des jeunes sur le marché du travail, des travailleurs découragés, travailleurs pauvres et le temps partiel subi. Or, sur ce dernier point, il est important de préciser que le temps partiel subi c'est l'étiologie des inégalités



entre les hommes et les femmes car le temps partiel subi l'est aux trois-quarts par des femmes.

Et, à l'heure actuelle, **l'absence d'indicateurs sociaux sur les conséquences sociales du chômage va donner une image déformée de la réalité à savoir que l'on sait que le chômage baisse et que l'on se dirige vers le plein emploi mais on ne sait pas quelles sont les conséquences sociales délétères que le chômage aura laissé derrière lui. On se dirige donc vers un « plein emploi de crise sociale » masquée, diffuse pour laquelle on ne dispose pas d'indicateurs pour représenter ceux qui subissent cette crise sociale et qui pourraient réclamer une alternative à ce modèle de société. Ceci constitue donc un enjeu décisif pour le modèle que l'Europe suivre à l'avenir.**

La dynamique régionale en Europe qui constitue en fait le ciment de la construction européenne a été enrayée par la crise de 2008

En effet, avant la crise économique de 2008³, plus une région est pauvre, plus le taux de croissance de son PIB est élevé ce qui signifie concrètement que plus on est pauvre à la base moins on le reste. **Ceci donnait aux européens un espoir de rattraper le niveau de vie des régions plus riches car où que l'on soit né on pouvait espérer rattraper un meilleur niveau de vie et donc avoir un destin. Ainsi, bien que l'on pouvait se déplacer au sein de l'Union européenne on n'était pas obligé de bouger au sein d'Union européenne pour espérer améliorer son niveau de vie ce qui est à la base même de la liberté de circulation car la base même de la liberté de circulation c'est de ne pas être contraint de circuler pour survivre. La liberté de circulation passe donc nécessairement par la convergence régionale.**

Or, la crise a stoppé cet élan de la convergence régionale au sein de l'union européenne. Donc désormais la liberté de circulation n'est plus une liberté de circulation car les personnes sont contraintes de bouger pour augmenter leur niveau de vie ou pour simplement survivre.

³ Entre 2000 et 2008 plus précisément.

Limites et décrédibilisation de la politique monétaire non conventionnelle

Au début de cette année, le 22 janvier 2015 plus précisément, le Conseil des gouverneurs de la BCE a **annoncé la mise en œuvre une politique monétaire non conventionnelle d'assouplissement quantitatif** (« quantitative easing ») en vue de lutter contre la baisse des anticipations d'inflation observées depuis 2012 lesquelles risquent de plonger la zone euro dans une déflation.

De fait, actuellement **la très faible inflation au sein de la zone euro est liée aux politiques libérales d'ajustement par la baisse des salaires réels** qui ont eu un impact négatif sur la demande globale et qui ont donc contribué à cette faible inflation. **L'objectif de la BCE est de contrer les anticipations d'inflation à la baisse pour éviter que la zone euro ne s'enlise dans une longue et profonde déflation.**

Par conséquent, la BCE a commencé à partir du 9 mars 2015 à racheter pour 60 milliards d'euros de titres des secteurs publics et privés chaque mois⁴. **La mise en œuvre de cette politique monétaire non conventionnelle par la BCE n'a pourtant pas porté ses fruits car les anticipations d'inflation se sont certes redressées au cours des mois qui ont suivis sans toutefois atteindre la cible de 2,0% de la BCE⁵ mais depuis le second semestre 2015, elles semblent décrocher.**

Le risque, à l'heure actuelle, est que la BCE ne soit plus crédible en ce qui concerne sa mission qui vise à ancrer les anticipations d'inflation à hauteur de sa valeur cible de 2,0%. Le « quantitative easing » a certes eu un impact sur les anticipations d'inflation mais seulement un impact temporaire. **La politique monétaire n'arrive donc pas seule à lutter contre le risque de déflation en zone euro.** À ce propos, Mario Draghi, le président de la BCE a lui-même fait ce constat dans son discours à Jackson Hole le 22 août 2015⁶ à savoir que la

⁴ « [Ces achats de titres] devraient être effectués jusqu'à fin septembre 2016. Dans tous les cas, ils seront réalisés jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2% à moyen terme. » Bulletin BCL 201501 page 7.

⁵ Cf Swap 5 ans à 5 ans.

⁶ <https://www.ecb.europa.eu/press/key/date/2014/html/sp140822.fr.html>

politique monétaire doit être soutenue à la fois par des réformes structurelles et la politique budgétaire⁷.

Compte tenu de cette inefficacité de la politique monétaire, les États de la zone euro se retrouvent dans l'obligation de mettre en œuvre des réformes structurelles mais le danger est de mettre en place des politiques structurelles qui aggravent encore la crise sociale et le chômage car si on fait des réformes structurelles en accroissant la part des CDD alors on risque de soigner le mal par le mal. Alors s'il existe la moindre possibilité alternative à ces réformes néolibérales, il est absolument nécessaire d'emprunter ce chemin alternatif.

Une politique budgétaire qui ne joue plus son rôle

La crise des dettes souveraines est survenue dans un contexte où les pays européens se sont retrouvés avec des déficits élevés et des dettes qui augmentaient en écho aux conséquences délétères de la crise financière. Face à cette situation les marchés ont paniqué et n'ont plus voulu prêter aux États ce qui a entraîné une hausse des taux d'intérêt. Cette augmentation des taux d'intérêt a eu un double impact qui a aggravé la crise budgétaire, d'une part, elle a directement alourdi la charge budgétaire et, d'autre part, elle induit indirectement une augmentation des autres taux d'intérêt aux autres agents. **Ceci a eu pour conséquence le ralentissement de l'économie et du coup cela a impliqué une aggravation de la crise budgétaire. On est donc rentré dans une spirale infernale dont on ne pouvait plus sortir.**

Afin de répondre à cette crise, les États européens ont décidé d'instaurer une consolidation budgétaire c'est-à-dire un ensemble de mesures qui visent à redresser les comptes publics en espérant que les marchés allaient se calmer et que les taux d'intérêt s'abaissent à nouveau. **À noter que cette consolidation budgétaire était légitimée par ailleurs par les contraintes du Pacte de Stabilité et de croissance.**

⁷ « L'orientation d'ensemble de la politique gagnerait à ce que la politique budgétaire puisse jouer un rôle plus important aux côtés de la politique monétaire, et je pense qu'il existe suffisamment de latitude pour ce faire, tout en tenant compte de la spécificité de nos conditions initiales et de nos contraintes juridiques. ».


La rigueur a ainsi formaté la politique économique. La synchronisation des politiques budgétaires en a amplifié l'impact sur les économies : au frein budgétaire national s'est ajouté l'effet négatif des politiques de rigueur conduites pour les mêmes raisons chez les partenaires et qui, par le canal de la réduction de la demande adressée, ont renforcé l'impact de l'austérité sur la croissance. Cette politique a exercé des effets d'autant plus récessifs qu'elle a été appliquée alors que les économies, notamment du sud de l'Europe, portaient encore les stigmates de la récession, et que l'écart de production, toujours fortement négatif, témoignait de la persistance d'une situation de bas de cycle.

L'impact de la politique budgétaire ne dépend pas uniquement du niveau de l'impulsion mais également de la taille du multiplicateur qui varie en fonction des conditions macroéconomiques, financières et monétaires, ainsi qu'en fonction de la composition de l'ajustement, selon qu'il porte sur les dépenses ou les recettes. Ainsi, le multiplicateur augmente lorsque le chômage est élevé et quand l'écart de production est très fort, lorsque les conditions de crédit sont plus restrictives, ou lorsque la situation financière des agents est dégradée. Les agents deviennent alors plus sensibles à une baisse de leurs revenus qu'ils ne peuvent compenser par l'accès au crédit parce qu'ils subissent des contraintes de liquidités et/ou de solvabilité.

Au total, cette stratégie ne s'est pas avérée payante car les politiques synchronisées d'austérité, menées dans un contexte de multiplicateurs budgétaires élevés, ont pesé fortement sur les performances économiques des pays développés.

Pour sortir de cette situation c'est le président de la BCE qui a pris un ensemble de mesures en vue de rapprocher les taux d'intérêts à des niveaux proches des taux allemands⁸. Ceci a fonctionné certes mais sous contrainte d'une discipline budgétaire de fer. Ainsi, cette année, il ne reste que cinq économies qui sont sous le coup d'une procédure de déficit excessif alors qu'il y en avait onze en 2011 et, l'année prochaine il y aura plus que trois. Ainsi, **on a renforcé la politique monétaire au prix d'une politique budgétaire restrictive qui est en train de d'enfermer la zone euro dans une crise sociale diffuse et**

⁸ Mario Draghi a résumé la stratégie de la BCE et ses intentions face à cette crise dans le fameux discours du 26 juillet 2012 à Londres résumé par « Whatever it takes ». <https://www.ecb.europa.eu/press/key/date/2012/html/sp120726.en.html>



longue qui va la projeter dans une inflation basse, c'est-à-dire que ce l'on appelle communément la stagnation séculaire⁹ de l'économie.

Pour rappel, c'est dans ce contexte de résolution de la crise des dettes souveraines via une rigueur budgétaire que Mario Dragui a osé dire deux ans plus tard lors de son discours à Jackson Hole que la politique monétaire ne fonctionne pas de manière optimale dans ce contexte d'austérité budgétaire et qu'il faudrait que la politique monétaire de la BCE soit accompagnée par une politique budgétaire plus expansive. Ainsi, la précondition que l'on a fixée à la politique monétaire à savoir la discipline budgétaire n'est pas compatible avec l'efficacité à l'heure actuelle de la politique monétaire selon le Président de la BCE. Une telle prise de position publique a évidemment mortifié les partisans de la politique d'austérité en Europe.

Conclusion : il existe une alternative au « plein emploi de crise sociale » qui se profile à l'horizon et laquelle est socialement et économiquement extrêmement rentable mais il faut mettre en œuvre tout de suite cette alternative si on souhaite léguer un héritage digne aux générations futures

Face à la situation actuelle, l'Europe a deux chemins qui s'ouvrent à elle. La première voie qui s'offre à elle est celle de la résignation laquelle consiste à suivre le cheminement actuel vers un plein emploi de crise sociale. Le chemin alternatif consisterait pour l'Europe à investir dès à présent dans la transformation/transition énergétique.

Plus précisément, cette **transition énergétique consisterait à remplacer d'ici 35 ans le pétrole et le charbon par des énergies propres**. Cependant, pour ce faire il faudrait agir dès à présent.

⁹ Alvin Hansen utilise la notion de stagnation séculaire pour désigner une situation économique où la fin de la croissance démographique et du progrès technique conduisent à une période d'activité économique anémique.
Alvin Hansen, « Economic Progress and Declining Population Growth », American Economic Review, 1939, p. 1-15

Dans ce cadre, il existe un immense potentiel d'investissements avec une rentabilité très élevée. Il est essentiel de souligner que cette rentabilité est surtout une rentabilité sociale extrêmement élevée.

À cette fin, il faudrait transformer cette rentabilité sociale en rentabilité privée en fixant le prix du carbone. Si le prix du carbone est suffisamment dissuasif en ce qui concerne l'utilisation d'énergies fossiles alors le marché va naturellement favoriser le développement des activités vers celles qui ont une moindre empreinte écologique.

Les **deux principaux problèmes** qui apparaissent concrètement dans le cadre de la mise en œuvre de cette transition énergétique sont **celui de la fixation du juste prix du carbone d'une part, et l'acceptation sociale de ce changement de mode de consommation énergétique par les agents économiques, d'autre part**. Par conséquent, il est important que les agents économiques qui sont le plus contraints d'utiliser les énergies fossiles soient accompagnés financièrement à court terme afin de les inciter à participer à cette transition énergétique en changeant leur voiture diesel pour une voiture électrique ou en les aidant à faire la rénovation énergétique de leur habitation etc.

La véritable question qui se pose n'est donc pas celle de savoir si on va léguer quelque chose aux générations futures mais ce que l'on va léguer à ces générations. Or, à cette heure, on est en train de leur léguer un monde empreint de la crise sociale, de chômage élevé avec une Europe en décomposition, une banque centrale décrédibilisée et une Europe incapable de s'engager dans la voie de la transition énergétique.



LES ADAPTATIONS NÉCESSAIRES DU CADRE INSTITUTIONNEL ET RÉGLEMENTAIRE DE LA ZONE EURO

Introduction

Andrew Watt a centré son intervention sur les changements qui devraient être apportés à l'architecture de la zone euro.

Après avoir sérieusement les différents problèmes rencontrés dans la zone euro, l'orateur en a distingué les causes fondamentales et institutionnelles. Il a ensuite détaillé les différentes solutions qui visent une approche intégrationniste de la zone euro.

Les problèmes à résoudre

La crise que connaît actuellement l'Europe se manifeste par plusieurs phénomènes.

Notre continent subit tout d'abord un fort taux de chômage doublé d'une reprise économique qui reste lente et fragile. À cela s'ajoute dans nombre de pays européens de hauts niveaux de dette publique et de déficit. Chez certains États se pose en outre la question de la soutenabilité de la dette, mais aussi les interrogations autour d'un éventuel sauvetage ou d'un transfert du poids des dettes vers d'autres acteurs plus robustes.

Une autre manifestation de cette crise sont les déséquilibres macroéconomiques et de compétitivité entre les différents États. Dans le cadre d'une union monétaire, faire jouer le levier de la dévaluation est impossible entre les partenaires de celle-ci. En outre, nos économies connaissent des taux d'inflation très bas, voire même un risque de déflation. Cela se traduit, pour les pays les moins compétitifs, par des pressions d'ajustement sur un seul versant, à savoir le versant des salaires.

Andrew WATT

Chef de département à l'Institut für
Makroökonomie und Konjunkturforschung (IMK)
de Düsseldorf




Dès lors, nos économies européennes se retrouvent dans un mouvement de renversement partiel du processus de convergence qui avait, jusque-là, plutôt prévalu entre les États membres.

Un dernier aspect rémanent de la crise est la fragilité du secteur financier et les risques de contagion qu'il fait peser sur le reste de l'économie.

Les causes fondamentales et institutionnelles

Andrew Watt a listé une série de causes fondamentales et d'ordre institutionnel à la crise.

Il a d'abord pointé le manque de rigueur en matière budgétaire ainsi que les faiblesses existantes dans le domaine de la compétitivité. Mais il a également relevé que la zone euro, en matière de dette, ne disposait pas d'options crédibles en termes de sauvetage d'un de ses membres ou même de sortie du système. Dans ce cadre, la zone euro n'a pas suffisamment pris en compte la possibilité qu'apparaisse ce que l'on qualifie d'aléa ou de risque moral.



Les implications au niveau des politiques menées par les États membres sont redoutables. Cela se traduit par l'imposition, dans le cadre de la zone euro, de règles contraignantes en matière de rigueur budgétaire. Cela met également en question la crédibilité de la règle de non-sauvetage ou non-renflouement d'une économie se trouvant en grave difficulté.

Le leitmotiv de la zone euro est devenu « faites votre devoir comme le fait l'Allemagne ou sortez de la zone ». À la limite, certains préconisent même une dissolution de l'euro si les autres pays n'arrivent pas à suivre l'exemple allemand. Une méfiance grandissante à l'égard des dangers des politiques budgétaires expansionnistes apparaît. Le risque de manque de prêteurs de dernier recours se fait également jour.

Des contraintes sur les politiques budgétaires orientées vers l'investissement et sur les politiques contracycliques, pourtant appropriées en périodes de crise, se développent. Se manifeste également les dangers inhérents au fait d'atteindre des taux d'intérêt proche de zéro.



La réponse inadéquate et non suffisamment coordonnée, se basant sur de faux raisonnements quant à la régulation du secteur financier, a des conséquences cruelles.

Dès lors, des voix s'élèvent pour affirmer que la zone euro est une construction à moitié finie qui ne peut donc pas fonctionner et être pleinement exploitée. Aussi, un certain nombre d'initiatives récentes prêchent pour une approche plus intégrationniste. L'orateur a notamment cité comme exemple le Rapport des cinq présidents sur l'Union économique et monétaire, la proposition du ministre français de l'Économie Emmanuel Macron pour doter la zone euro d'un budget propre, avec un gouvernement économique et un parlement propres, les déclarations faites par la Banque Centrale Européenne.

Cependant, les principaux « trésoriers » de l'Union privilégient plutôt l'approche non-intégrationniste, à l'instar des lectures allemandes : le Ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble, l'économiste en chef du Ministère allemand des Finances Ludger Schuknecht ou le Conseil allemand des experts économiques (der Sachverständigenrat zur Begutachtung der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung).

Les propositions intégrationnistes

Une politique budgétaire coordonnée

Un débat émerge autour du développement des politiques expansionnistes à l'intérieur du cadre institutionnel et juridique déjà existant, au moins de façon temporaire et à court terme.

Selon l'orateur, la règle d'or budgétaire devrait être réinterprétée pour permettre, voire encourager, l'investissement public et créer des marges de manœuvre budgétaires face à la crise actuelle. Cette règle ne devrait pas empêcher les politiques contracycliques ainsi que les coordinations et les compensations entre États mieux ou moins bien lotis.

Au-delà des exceptions de court-terme, une modification des traités européens s'impose pour plus de souplesse. Des solutions d'inspiration fédéraliste émergent. Ainsi, l'Eurogroupe, qui rassemble les ministres des Finances

de la zone euro, et un parlement des pays de cette zone, à mettre sur pied, pourraient déterminer les positions communes adéquates en matière budgétaire. Ces organes européens, ensemble avec les autorités nationales compétentes, pourraient aussi déterminer les soldes structurels pour chaque État membre. Et cela en tenant compte notamment de l'écart de production, de l'inflation, de la balance courante, propres à chaque pays; le cas échéant dans le cadre d'une procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques.

Les États membres resteraient maîtres de leur budget et de leurs dépenses, mais des sanctions graduelles pourraient s'appliquer en cas de non-conformité, impliquant en dernier recours la perte de la souveraineté budgétaire.

En parallèle, la zone euro disposerait de capacités budgétaires et d'emprunts propres. Cela impliquerait une surveillance du Parlement européen, la possibilité de mener des politiques contracycliques, la promotion de la convergence économique ainsi que des investissements publics.

Une assurance chômage de base à l'échelle de la zone euro pourrait être mise en place, par exemple financée pour moitié par des contributions nationales. Les modèles nationaux pourraient servir de référence et cela pourrait faire émerger le besoin d'harmonisation des différents systèmes. La méthode ouverte de coordination pourrait également servir à élever les stabilisateurs sociaux dans les différents pays à des niveaux concertés.

La politique monétaire

Dans le cadre de la politique monétaire, différentes solutions présentées par l'orateur peuvent être envisagées.

Ainsi, il serait opportun d'élever les objectifs en matière d'inflation pour plus de souplesse. Il serait alors possible de favoriser un rééquilibrage au niveau de la compétitivité qui serait moins coûteux car jouant sur le niveau de l'inflation.

Une réflexion autour d'un niveau de produit intérieur brut nominal à atteindre devrait s'engager : prendre en considération la production réalisée dans le passé permettrait de relativiser l'hystérie autour des pertes ou de la réduction du produit intérieur brut.



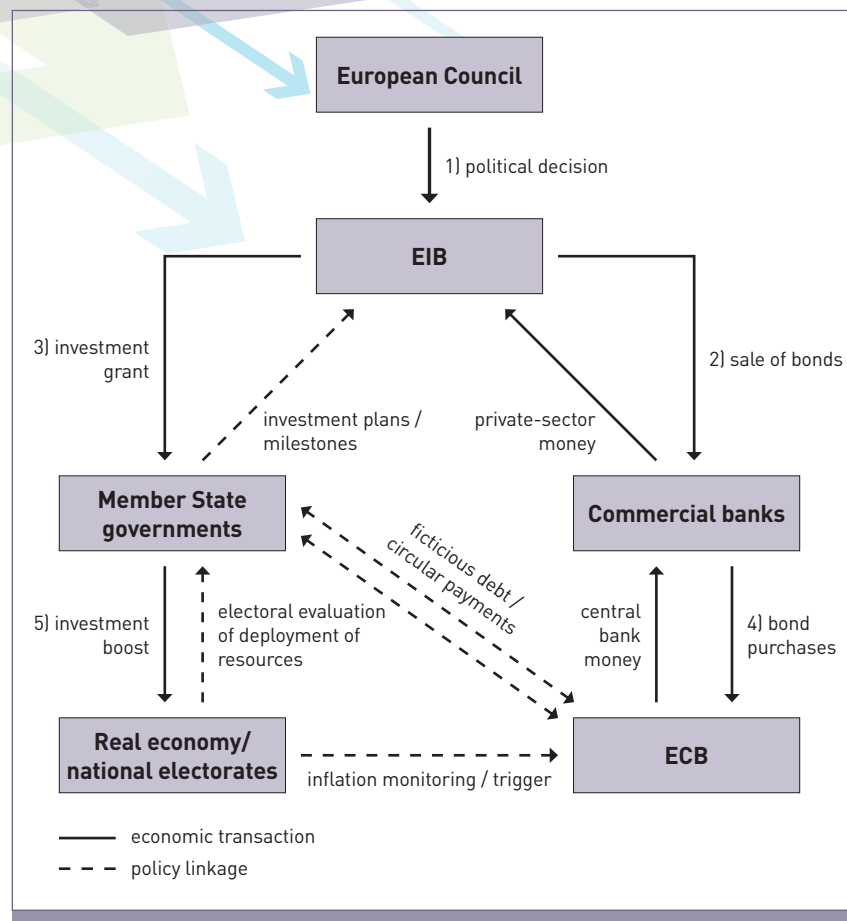
Une politique monétaire équilibrée devrait prendre également en compte la croissance et l'emploi. La stabilité du secteur financier doit aussi être garantie; les questions entourant l'union bancaire sont ici pertinentes. En outre, l'Euro-système devrait davantage recourir aux règles macroprudentielles.

Selon Andrew Watt, il faudrait, à tout le moins, favoriser le débat sur la politique monétaire. L'orateur a notamment cité comme exemples les options prises par l'économiste américain Ben Bernanke, le Britannique Adair Turner ou encore Willem Hendrik Buiter, Mark Blyth et Eric Lonergan. Il a également cité les notions d'assouplissement quantitatif (quantitative easing) ou d'helicopter money.

L'orateur a souligné l'importance de l'utilisation des réserves des banques centrales devant permettre une politique budgétaire expansionniste. Il a proposé ainsi la mise en place du « conditional overt monetary financing of public investment (COMFOPI) ». L'auteur a renvoyé au working paper 148 de l'IMK pour plus de détails.

Très succinctement, le « COMFOPI » est une forme d'assouplissement quantitatif où des titres de long-terme nouvellement émis par la Banque Européenne d'Investissement (BEI) seraient achetés sur le marché secondaire par la Banque Centrale Européenne (BCE). Les moyens financiers dégagés par la BEI seraient alors transférés aux gouvernements nationaux pour financer des projets d'investissement soumis à certains critères fixés au niveau européen. L'idée est que les titres de la BEI fassent l'objet d'une émission dégressive pendant 5 années (par exemple pour un total de 750 milliards d'euros).

Le « COMFOPI »



Source : IMK

Les objectifs de la stratégie Europe 2020 pourraient servir d'orientation pour les investissements réalisés par les États membres. Ces derniers seraient responsables devant leurs électeurs de l'utilisation des ressources.

Andrew Watt reconnaît toutefois que certaines questions se posent quant au COMFOPI. Ainsi, quelles formes devraient prendre les titres émis ? Quel serait le meilleur niveau d'inflation ? Quid de la capitalisation négative de la

BCE ? Quelles sont les implications juridiques pour la mise en place d'une telle mesure ? La BEI est-elle l'institution idoine : celle-ci est une institution de l'Union dans son ensemble, et pas uniquement de la zone euro ? Quid de la fixation du taux d'intérêt et des enjeux liés au triple A de la BEI ?

La politique salariale

L'orateur a souligné l'importance de renforcer le dialogue macroéconomique entre les différents partenaires. Il a aussi rappelé les questions entourant le coût salarial unitaire et l'inflation, tout en attirant l'attention sur le fait d'éviter les politiques économiques dites « beggar-thy-neighbour ». Autrement dit, les politiques qui, tout en cherchant à résoudre les problèmes économiques propres à un pays, empirent ceux des autres.

Andrew Watt a également rappelé la plus-value apportée par la concertation des différents acteurs au niveau national, et notamment par l'implication des partenaires sociaux, lors de la définition des politiques budgétaires et salariales.

En conclusion

Pour Andrew Watt, la « débrouillardise » (muddling through) actuellement en vigueur n'est pas une solution pérenne. Des réformes impliquant un changement des traités sont nécessaires. Ce constat est d'ailleurs partagé par la plupart des décideurs politiques. Toutefois, les réticences au partage de la souveraineté nationale prennent le dessus, sans compter le sentiment eurosceptique qui croît dans la population des différents États membres.

En somme, des analyses détaillées sur les politiques économiques à mener sont plus que jamais nécessaires pour apporter des solutions justes et durables à la crise. L'orateur ajoute qu'il est aussi de la responsabilité des forces proeuropéennes de se mobiliser politiquement pour apporter des solutions. Si ce n'était le cas, il y aurait un sérieux risque de recul de la construction européenne en cas d'échec de l'Union économique et monétaire.

Ce résumé a été réalisé par la CSL sur base de l'intervention de M. Andrew Watt.

REMETTRE LA FINANCE AU SERVICE DE L'ENTREPRISE

La financiarisation de l'économie

Pour se développer, les entreprises ont besoin d'investir, car c'est de leurs investissements en capital productif que dépend leur survie dans un univers concurrentiel. Pour entreprendre ces investissements, les firmes doivent les financer. Trois possibilités existent dans l'absolu : s'autofinancer en utilisant les profits mis en réserve année après année ; s'endetter en contractant des emprunts ou en émettant des obligations ; faire appel aux actionnaires pour lever des capitaux sur les marchés boursiers. Ces deux dernières modalités nécessitent de verser des intérêts aux prêteurs et des dividendes aux actionnaires. Cette finance externe est coûteuse : les entreprises doivent par conséquent non seulement verser des sommes à leurs fournisseurs pour entretenir et/ou accroître leur capital productif (machines, immeubles, logiciels, brevets,...) mais aussi au secteur financier (créanciers bancaires et/ou obligataires, actionnaires particulièrement de type institutionnel) de manière à pouvoir accroître leur capital productif.

Depuis les quarante dernières années, force est de constater que les entreprises paient de plus en plus cher en intérêts et en dividendes pour obtenir les fonds nécessaires à l'investissement. À l'extrême, il est même possible que dans certains pays (États-Unis, Royaume-Uni) les entreprises ont davantage financé les marchés financiers par des rachats d'action que les marchés n'ont financé les entreprises par la souscription de nouvelles émissions d'action : l'entreprise est alors au service de la finance, les marchés financiers devenant des marchés financés !

Thomas DALLERY

Maître de conférences à l'Université du Littoral
Côte d'Opale (Dunkerque)

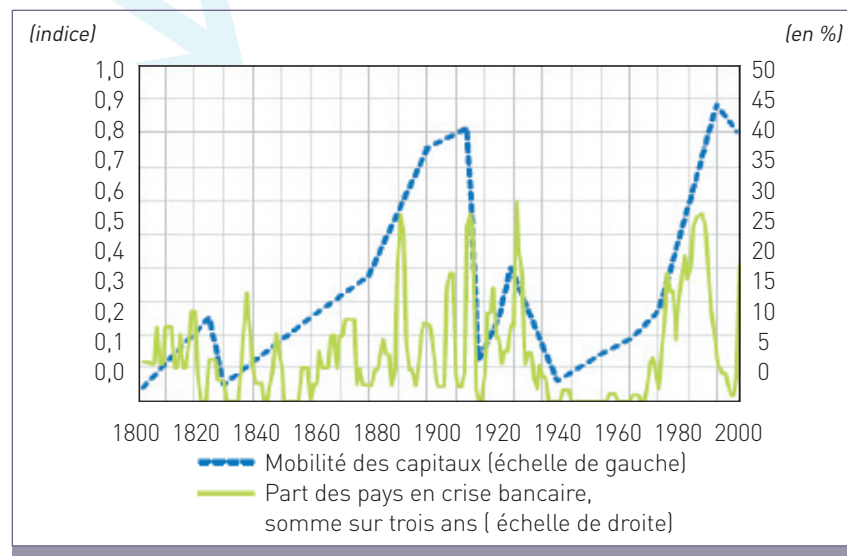


Alors qu'elle ne devrait être qu'un moyen au service du développement économique, la finance est devenue une fin en soi et a mis à son service les institutions de l'économie réelle. Ce phénomène trouve son origine dans la financiarisation de l'économie qui a suivi, à partir des années 1980, la dérégulation des marchés financiers. Ce mode de fonctionnement de la finance amène l'économie réelle à dysfonctionner, car la finance dérégulée provoque moins d'investissements productifs pour les entreprises, plus d'inégalités salariales et une stagnation salariale orchestrée par un chômage de masse, plus d'inégalités de revenu ou encore plus de crises financières.

Une façon parmi d'autres d'illustrer ces dysfonctionnements générés par la dérégulation financière est de regarder la fréquence des crises bancaires en lien avec la plus ou moins grande mobilité des capitaux.

Mobilité des capitaux et fréquence des crises bancaires

(source : Reinhart, 2012)



Ce graphique illustre donc le phénomène suivant : moins elle est réglementée, plus la finance oublie la prudence, plus elle prend de risques et nourrit bulles et krachs.

Les ressorts de la domination de la finance

Les courroies de distribution du pouvoir de la finance sont d'une part la gouvernance actionnariale et, d'autre part, la liquidité des marchés. Là où présidait une logique de recherche de croissance lors des années 1945-1975, les entreprises sont désormais gouvernées dans l'optique de produire la plus forte rentabilité à court terme. En poursuivant la quête de marchés financiers parfaitement fluides, autrement dit en garantissant aux actionnaires la possibilité de vendre leurs actions à tout moment, la liberté de mouvement des capitaux organise un chantage permanent sur les entreprises.

Avec la « shareholder value orientation », l'idée s'est ancrée que l'entreprise doit servir les seuls actionnaires. L'entreprise n'aurait aucune responsabilité sociale et d'autre but que de maximiser la rentabilité pour ses actionnaires (bénéfice par action), soit en augmentant la distribution des bénéfices sous la forme de dividendes, soit en réduisant le nombre d'actions en circulation. Dans la gouvernance actionnariale, selon le principe censitaire « 1 action = 1 voix », le pouvoir dans l'entreprise est distribué selon la détention des actions. L'assemblée générale des actionnaires se prononce sur des décisions essentielles des entreprises et nomme, au sein du conseil d'administration, les dirigeants qui mettront en œuvre ces stratégies. Pas étonnant dès lors que ces dirigeants appliquent des stratégies séduisantes pour les actionnaires qui les ont installés à la tête de ces mêmes entreprises !

La philosophie du « downsize and distribute » s'est imposée : les entreprises ont été enjointes par leur actionnariat de réduire les projets d'investissement – pour n'entreprendre que les projets satisfaisant aux nouvelles exigences de rentabilité (10% puis 15%) – et de rendre ensuite sous la forme de dividendes et/ou de rachats d'actions les profits qui n'étaient plus nécessaires pour autofinancer les projets d'investissement jugés insuffisamment rentables. Les exigences de rentabilité actionnariale constituent pour les entreprises une contrainte financière accrue. Y répondre favorablement pousse les entreprises à redresser les marges de profit, c'est-à-dire à comprimer la part de la valeur ajoutée qui échoue aux salariés. Avec un investissement déprimé et des salaires modérés, c'est la croissance économique, et donc l'emploi, qui se retrouve sur une trajectoire à la dynamique médiocre.

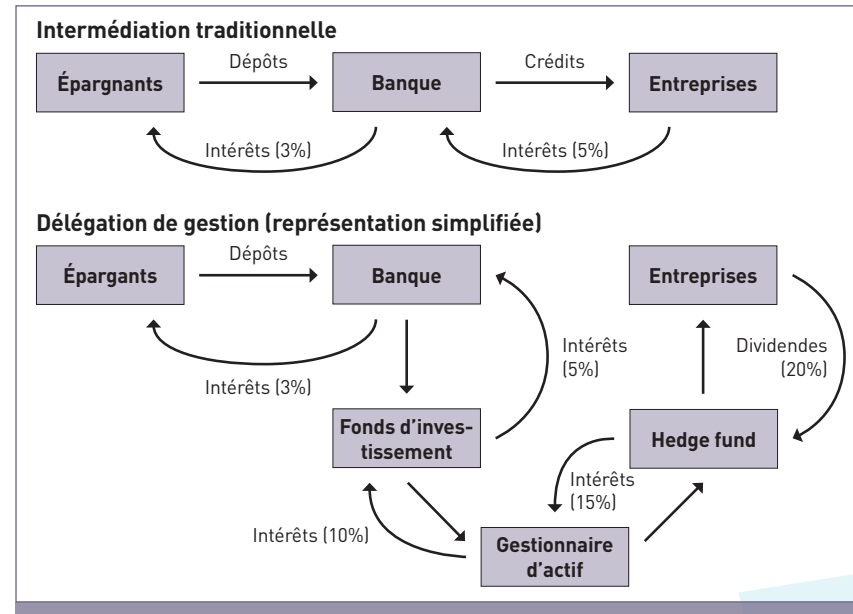
La finance presse fortement les entreprises, mais elle ne contribue que très marginalement à leur financement. La rétribution de la finance n'est donc pas de l'ordre d'une légitime rémunération pour un service rendu. Si on compare le volume des transactions boursières correspondant à un apport d'argent frais aux entreprises cotées (le marché primaire des émissions d'actions nouvelles) au volume total des transactions en 2014 sur le New York Stock Exchange, on réalise que les émissions nouvelles ne représentent que 1% des transactions réalisées ! Les marchés boursiers sont à 99% des marchés secondaires, c'est-à-dire des marchés de l'occasion sur lesquels les actionnaires revendent des titres précédemment acquis, sans que les entreprises ne reçoivent de capitaux nouveaux lors de ces transactions (de la même manière qu'un constructeur automobile ne reçoit pas d'argent quand vous revendez à un particulier votre voiture).

Il faut donc rompre avec certaines idées reçues. Les marchés boursiers ne sont pas là pour financer les entreprises mais pour garantir la liquidité aux actionnaires. Ces derniers ne sont pas des investisseurs : ils ne font que placer leur épargne. La rémunération du petit porteur est un autre mythe que la finance cherche à établir pour légitimer son pouvoir. Mais la figure de l'actionnaire n'est pas celle du petit épargnant (50% des ménages européens ne disposent pas d'épargne). Les actionnaires dominants sont de nos jours les investisseurs institutionnels qui gèrent une épargne collective : fonds de pension, compagnies d'assurance et même banques.


L'émergence de mastodontes a profondément modifié le circuit de financement traditionnel. Là où une intermédiation à l'ancienne voyait une banque faire un crédit à une entreprise et collecter des dépôts d'épargnants, désormais une banque crée une filiale gérant un fonds d'investissement, qui délègue sa gestion d'actifs à un mutual fund qui délègue à un hedge fund. Les intermédiaires financiers entre épargnant et entreprise se multiplient, chacun prélevant des commissions. Cette longue chaîne de délégation de gestion d'actifs impose à l'entreprise un coût de financement plus élevé, sans nécessairement que l'épargnant final ne perçoive une rémunération supérieure, la rentabilité de départ étant diluée au bénéfice des différents intermédiaires. Là où on trouvait des financements en s'acquittant d'un taux d'intérêt de 5%, les investissements productifs devaient franchir cette barre relativement faible pour être entrepris ; si l'exigence de rentabilité financière est de 20%, rares sont les investissements suffisamment rentables pour être mis en œuvre.



Délégation de gestion d'actifs : allonger la chaîne d'intermédiation



Le nouvel environnement financier pousse également à un raccourcissement de l'horizon de placement. Mis en concurrence pour attirer l'épargne, les intermédiaires financiers promettent des rendements très élevés. Y compris les investisseurs institutionnels qui pourraient pourtant échapper à cette pression du court terme, étant donné que leurs engagements financiers se situent à long terme. Ces investisseurs institutionnels qui pourraient manifester une certaine patience dans leur comportement de placement ne sont cependant pas engagés au côté des entreprises dans des stratégies de long terme. Ce court termisme général s'apprécie quantitativement : la durée moyenne de détention d'une action est de 7 ans à la bourse de New-York dans les années 1960 et de 7 mois en 2007. Au lieu de suivre un projet productif sur plusieurs années, les actionnaires institutionnels ont des exigences de court terme, à rencontrer sur un rythme trimestriel. Par ailleurs, la pratique de la délégation des droits de vote pousse à l'adoption de règles simples de décision, tournées vers des indicateurs de rentabilité à court terme, sans considération aucune des retombées sociales et environnementales.



Ce temps financier de la détention d'actifs n'est pas compatible avec le temps productif des entreprises, à un horizon de 10 ou 15 ans. L'investissement dans les actifs spécifiques impose une certaine irréversibilité au sens où la mise de départ ne peut pas être récupérée. Pourtant, la logique actuellement à l'œuvre pousse l'entreprise à être aussi liquide qu'un titre financier. J. M. Keynes (1936) résumait ainsi cette injonction paradoxale : « c'est comme si un fermier, après avoir tapoté son baromètre au repas du matin, pouvait décider entre dix et onze heures de retirer son capital de l'exploitation agricole, puis envisager plus tard dans la semaine de l'y investir de nouveau. »

Le rôle traditionnel des intermédiaires financiers était de jouer le rôle de tampon entre les désirs de liquidité des épargnants, qui veulent pouvoir se retirer à tout moment, et les besoins de stabilité de l'entreprise. Le fossé actuel entre deux temporalités génère des absurdités économiques.

La financiarisation est l'œuvre de politiques économiques permissives conduites depuis les années 1980, et qui ont notamment donné la priorité à la lutte contre l'inflation plutôt qu'à la lutte pour le plein-emploi. Pour que la finance ne soit plus l'adversaire de l'entreprise, il conviendrait de revenir sur ces causes profondes de la nocivité actuelle de la finance. Deux directions principales doivent alors être prises : d'une part, la réforme de la gouvernance pour in fine réorienter l'utilisation des profits, de la distribution de dividendes vers le financement de l'investissement productif ; d'autre part, la réduction et le contrôle de la liquidité des marchés financiers qui permet d'acheter et de vendre en continu des titres, ce qui contribue à accroître les pratiques de court terme au détriment de l'investissement productif à long terme.

Remettre la finance à sa place

Certaines mesures concrètes pour atteindre ces objectifs sont déjà en vigueur dans certains pays européens.

Concernant la gouvernance, il s'agit de rompre avec le principe « 1 action = 1 voix ». Après tout, l'entreprise est un collectif qui n'appartient pas aux actionnaires ; elle n'a pas de propriétaire en droit. De nombreuses pistes sont envisageables : la codétermination avec une représentation significative des salariés (droits de vote aux représentants des salariés) dans les instances de décision des entreprises, l'utilisation de droits de vote et de dividendes préférentiels/

bonifiés pour les seuls actionnaires durablement engagés dans les entreprises ou aux seuls souscripteurs sur le marché primaire...

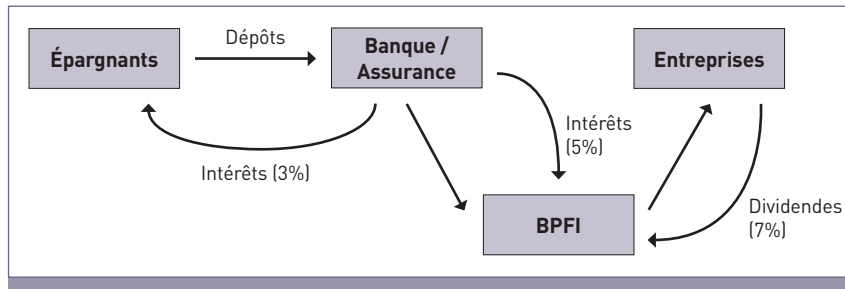
Sur le plan de la liquidité, il existe également de nombreuses pistes de réformes cherchant à s'inscrire dans le temps long : la taxe sur les transactions financières permettrait de décourager les allers-retours permanents sur les marchés boursiers, le taux de la taxe devant être proportionnel à la durée de détention des actions. Pour profiter du passif long de certains investisseurs institutionnels, on peut envisager de leur imposer une durée de détention minimum pour certains actifs. Ainsi un fonds de pension sait quand il aura à verser ses retraites et peut donc normalement placer à long terme (exemple des récentes actions illiquides de Toyota où leurs souscripteurs sont contraints de détenir le titre pendant cinq ans, mais avec des droits et dividendes bonifiés en contrepartie). Pourquoi ne pas généraliser ceci et rendre la détention obligatoire dans certaines limites pour les investisseurs institutionnels ?

Ce genre de mesures doit aussi s'accompagner de la mise en place d'un cadastre financier mondial (cf. Piketty et Zucman), pour savoir qui détient quoi à tout moment. Par ailleurs, une véritable séparation des banques commerciales en deux mériterait d'être opérée afin de ne plus offrir de garantie publique implicite aux banques universelles.

À un niveau plus macroéconomique, la refondation de la Banque Centrale (BCE) permettrait de lever le tabou du financement monétaire du déficit public, de l'achat de titres souverains sur le marché primaire, mais aussi de relever la cible d'inflation et promouvoir des objectifs d'emploi. Son mandat serait dual au lieu de reposer sur le seul contrôle des prix. La question du monopole des financiers à la tête des banques centrales se pose également parallèlement à celle de la rénovation de sa gouvernance en y faisant entrer les salariés.

En outre, l'intervention conséquente et patiente d'une banque publique d'investissement au capital des entreprises pour stabiliser l'actionnariat, avec la mobilisation des ressources des investisseurs institutionnels pour réellement financer le long terme, permettrait de remettre à l'ordre du jour le rôle théorique d'intermédiaire financier. Financée au moyen de l'émission d'obligations auprès des compagnies d'assurance, fonds de pension et banques, cette banque publique aurait pour but de capter le formidable volume d'épargne drainé par ces acteurs pour le mettre au service de l'investissement à long terme.

Nouvelle délégation

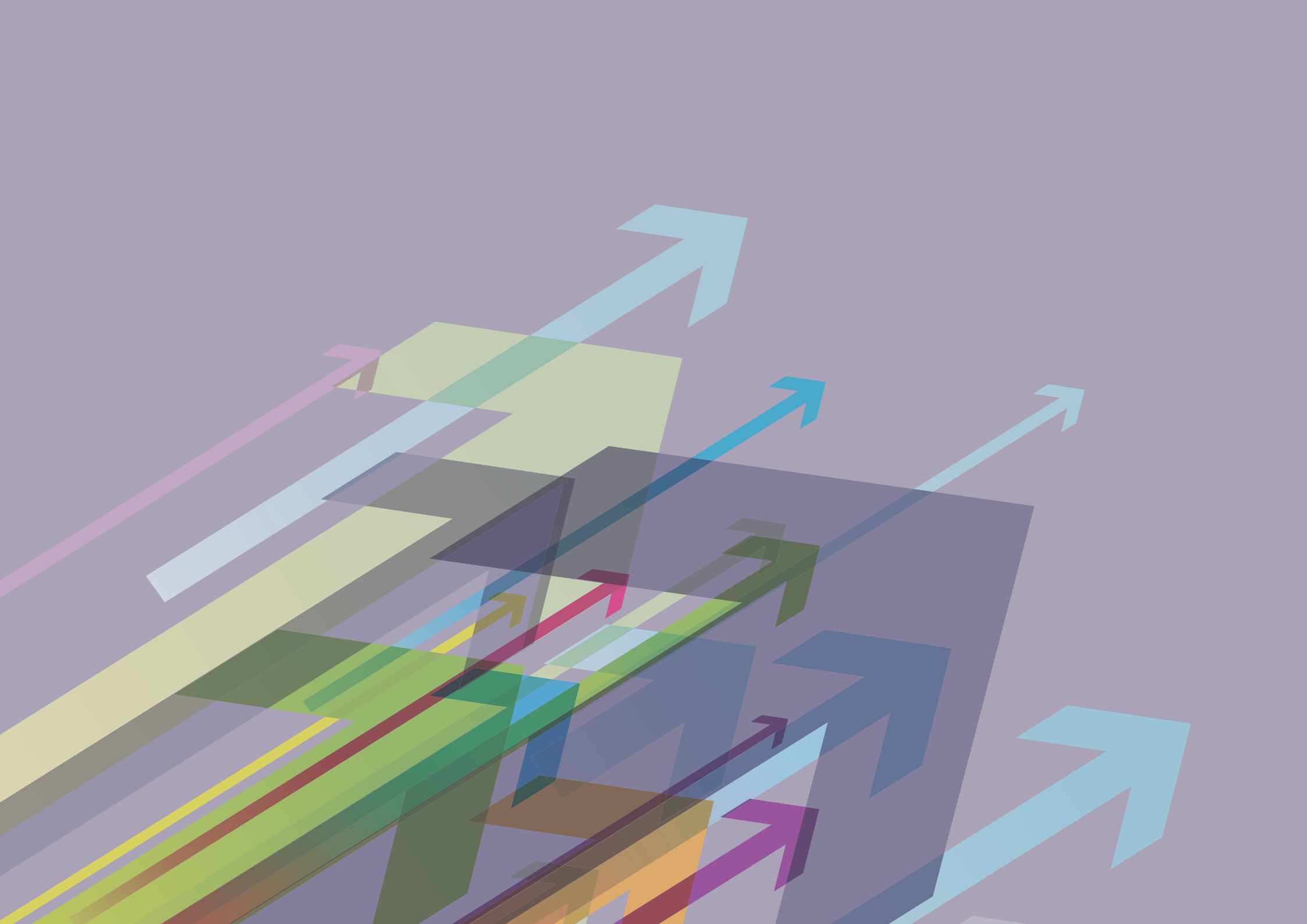


Enfin, à la manière d'autres secteurs, une autorisation de mise sur le marché de toute innovation financière pourrait être exigée ; ce serait alors aux financiers de démontrer l'utilité et l'innocuité pour l'économie de leurs nouveaux produits.

Toutes ces mesures vont in fine dans le même sens, celui de l'application du principe de précaution dans la finance ; elles imposent d'une certaine manière de définancieriser l'économie, de manière à remettre la finance à sa place, c'est-à-dire au service du développement de l'entreprise et de l'économie.

Après tout, la dérégulation de la finance n'est qu'une construction politique ; et réguler à nouveau les marchés financiers permettrait à la fois de résoudre la question du Parlement non élu qu'ils constituent, qui remplace la démocratie réelle, et de se réappropriier les politiques mises de côté jusqu'à présent par peur de voir fuir les capitaux.





RÉFORMES FISCALES POUR UN MEILLEUR EFFET REDISTRIBUTIF

Contexte : faits et chiffres

Depuis la fin des années 1990, le salaire de l'ouvrier ou employé allemand moyen n'a plus augmenté en termes réels. En raison de la situation macro-économique des dix premières années du nouveau millénaire et des réformes néolibérales du gouvernement Schröder, les revenus ont au contraire reculé en termes réels et la classe moyenne s'est contractée. Ces dernières années, on observe un léger redressement de cette situation.

En même temps, nous assistons à une moindre progressivité de l'impôt. Le taux maximum d'imposition a été réduit, l'impôt sur le rendement du capital a été abaissé, l'impôt sur la fortune a été supprimé, l'impôt sur les successions est pratiquement négligeable. C'est dans ce contexte que se mène actuellement un débat autour d'un impôt plus élevé pour les riches.

Les inégalités se sont fortement accrues en Allemagne entre 1998 et 2005. En termes de coefficient de Gini, l'Allemagne se trouve dès à présent au-dessus de la moyenne de l'OCDE. La réduction de ce coefficient lorsqu'on passe du revenu brut au revenu après impôt et transferts, s'explique par les législations sociales bien développées en Allemagne, en France et au Luxembourg.

Ces résultats reposent sur des enquêtes menées auprès des ménages, enquêtes qui sous-estiment les hauts revenus. Les dirigeants, les personnes disposant de capitaux très élevés et les chefs de PME, qui logent leur patrimoine dans leur entreprise, échappent en effet à ces statistiques.

La concentration des revenus dans le décile supérieur, qui s'est accrue dans les pays anglo-saxons dès les années 1970, est désormais manifeste aussi en France et en Allemagne. Or, les chiffres disponibles sous-estiment probable-

Stefan BACH

Chef de département adjoint du Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung à Berlin

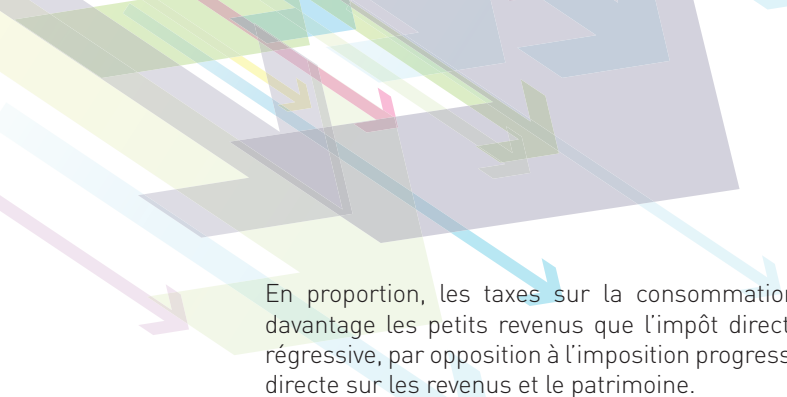


ment l'accroissement de la concentration dans la tranche des revenus très élevés.

Pour ce qui concerne la distribution du patrimoine, les inégalités sont manifestement plus grandes que dans la distribution des revenus. Les enquêtes sur les patrimoines effectuées par les banques centrales européennes font apparaître que c'est en Allemagne que les inégalités dans la distribution du patrimoine (patrimoine déduction faite des dettes) sont les plus importantes.

On estime qu'en Allemagne, les 10% des ménages les plus riches disposent d'environ 63% du total des richesses, c'est-à-dire du patrimoine. En France et au Luxembourg, cette répartition est légèrement plus égalitaire.

Pour les systèmes fiscaux, on peut se référer aux statistiques de l'OCDE, dans lesquelles les prélèvements à titre d'impôt sont ventilés par catégorie (impôts directs, impôts indirects, contributions sociales).



En proportion, les taxes sur la consommation (impôts indirects) frappent davantage les petits revenus que l'impôt direct. On parle alors d'imposition régressive, par opposition à l'imposition progressive en vigueur dans la fiscalité directe sur les revenus et le patrimoine.

En classant les pays selon leur fiscalité, on observe que la pression fiscale en Allemagne reste constante au cours des années, avec une quote-part de 22% à 24% du PIB. Au fil du temps, on constate toutefois un glissement de l'impôt direct vers l'impôt indirect. C'est ainsi que dès les années 1990, les taxes sur la consommation ont été augmentées en vue du financement de la réunification ; ces augmentations ont été suivies par la réforme de la fiscalité environnementale et la promotion des énergies renouvelables avec une hausse des taxes sur l'énergie.

Bien sûr, il s'agit là de prélèvements qui frappent plutôt les pauvres.

Au Luxembourg, en France et en Allemagne, les contributions sociales jouent un rôle important en raison du fait que les prestations sociales sont payées par l'intermédiaire de l'assurance sociale, alors qu'elles sont financées par l'impôt dans les pays anglo-saxons et davantage encore dans les pays scandinaves.

Pour ce qui concerne les impôts basés sur le patrimoine, nous pouvons ici aussi les comparer à l'impôt foncier, qui est le prélèvement fiscal patrimonial dominant dans tous les pays. En l'occurrence, il ne s'agit cependant pas d'un impôt sur les riches, puisqu'il est dû par tous les propriétaires et peut dans de nombreux cas être répercuté par le propriétaire sur le locataire.

Le véritable impôt sur les riches est l'impôt sur la fortune, qui existait naguère dans un grand nombre de pays, mais qui a été supprimé dans un nombre sans cesse plus grand d'entre eux au cours des dernières décennies. Au Luxembourg, cet impôt sur la fortune constitue toujours une fraction importante des recettes fiscales, mais il s'agit d'un impôt sur le patrimoine des entreprises.

L'impôt sur la fortune existe en France, sans avoir une très grande importance lorsqu'on le compare à l'impôt foncier.

L'impôt sur le patrimoine que préfèrent les économistes est l'impôt sur la succession. Mais celui-ci n'a pas non plus une grande importance au Luxembourg et en Allemagne ; s'il est un peu plus élevé en France, il ne représente toutefois pas beaucoup non plus dans ce pays.

Le dernier impôt, enfin, est celui levé sur les mutations de patrimoine, par quoi il faut entendre principalement l'impôt sur les mutations foncières et immobilières – bien que des prélèvements fiscaux sur les transactions financières soient également envisagés dans les discussions actuelles.

Au total, toutes ces taxes sur le patrimoine représentent peu de chose en Allemagne lorsqu'on les compare à l'imposition relativement élevée qui frappe les revenus du travail.



Imposition optimale du revenu et du patrimoine

En théorie, l'imposition optimale concerne les notions d'égalité et d'effet redistributif en relation avec l'efficacité qui évite des dégâts économiques.

Que les riches soient soumis à des taux d'imposition plus élevés que les pauvres n'est pas controversé ; toutefois, la théorie néoclassique objecte souvent à cela que des taux d'imposition élevés nuisent au dynamisme économique. Des recherches plus récentes ont montré qu'il existe certes des réactions d'adaptation ; cependant, les données de meilleure qualité et les séries plus longues dont on dispose aujourd'hui permettent de conclure que les réactions sous forme de modification de l'offre d'emploi ou des décisions d'investissement ne sont pas très prononcées.

La plupart des réactions prennent la forme de modèles de gestion fiscale. Le conseil financier international a pris un énorme envol, alors que la mondialisation a multiplié les possibilités d'évasion fiscale et d'ajustement fiscal.

Ces voies d'évasion fiscale ne sont ni une fatalité ni des phénomènes naturels : elles sont nées dans le sillage des déréglementations. Une politique fiscale active menée dans une série de petits pays y a contribué.

Nous sommes actuellement en train de changer cette situation. C'est ainsi que pour l'impôt sur les revenus du capital, nous avons déjà introduit le principe du pays de domicile couplé à l'échange d'informations.

Nous n'avons pas encore accompli le même progrès pour ce qui est de l'impôt sur les sociétés. Toutefois, on a vu le début d'une discussion sur l'EBITB (BEPS), dans les pays de l'OCDE, phénomène à situer sur un horizon plus long.

S'il était possible de réduire les possibilités d'évasion dans ce domaine, on pourrait évidemment imposer davantage les revenus élevés et les grandes fortunes.

Comme l'a déjà évoqué mon prédécesseur, de nombreux développements du capitalisme financier sont tout simplement néfastes. Les rémunérations démesurées des dirigeants et une concentration du patrimoine accompagnée d'un lobbying politique grandissant peuvent être qualifiés d'externalités négatives. Cette situation justifierait également une imposition plus grande de ces

revenus et de ce patrimoine. Ce faisant, il faut toutefois garder à l'esprit le développement à long terme de l'économie réelle. Il est dès lors préférable d'avancer prudemment et de ne pas majorer le taux d'imposition maximum à 75% d'office, ou de taxer rageusement le patrimoine.

Discussion des diverses propositions

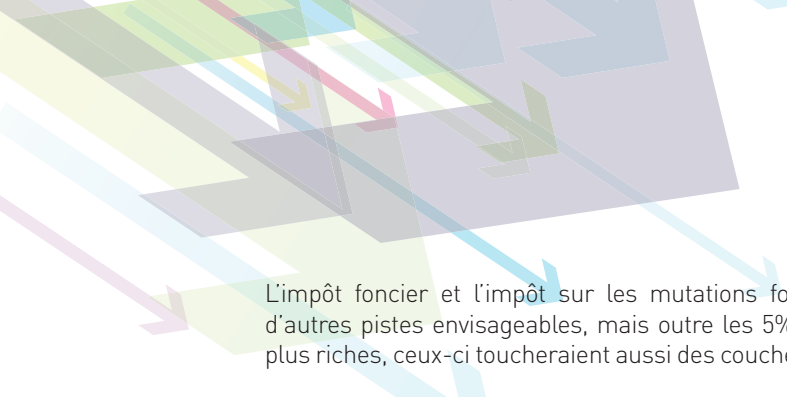
Suivent ici quelques propositions et réflexions sur les manières d'augmenter l'impôt.

L'Allemagne connaît actuellement un taux marginal de 45%, mais seulement à partir de 250.000 euros ; le taux est de 42% à partir de 54.000 euros, auquel il faut ajouter la contribution de solidarité. Il reste certainement ici une marge allant jusqu'à 50%. Celle-ci permettrait de dégager quelques milliards d'euros, soit 0,1 à 0,2% du PIB, en recettes fiscales supplémentaires, qui pourraient être employées à une réduction des taux d'imposition de la tranche inférieure.

Le maître-mot ici est la dualisation de l'impôt sur le revenu, par quoi il faut entendre que l'impôt sur le revenu est prélevé dans une mesure sans cesse croissante sur les salariés et que les revenus du capital sont de moins en moins imposés, par l'effet de taux réduits (impôt libérateur) mais aussi de privilèges fiscaux.

Ces privilèges peuvent être supprimés, et l'on peut évidemment remettre sur la table une réintroduction de l'impôt sur le patrimoine, supprimé en Allemagne dans les années 1990 de la même manière qu'il a été abandonné au Luxembourg pour les personnes physiques.

En Allemagne, on discute d'une réintroduction de l'impôt sur le patrimoine assortie d'importants montants exonérés, de façon à ce que cet impôt touche également les riches. Dans le contexte de la crise financière, on discute également d'un prélèvement unique sur la fortune. Un autre impôt sur les successions, l'imposition qui a la faveur des économistes, est également envisageable. Ici cependant, on bute sur l'opposition des entreprises en Allemagne, car ce prélèvement concernerait également la transmission du capital des entreprises.



L'impôt foncier et l'impôt sur les mutations foncières et immobilières sont d'autres pistes envisageables, mais outre les 5% ou 1% des contribuables les plus riches, ceux-ci toucheraient aussi des couches plus larges de la population.

Majoration du taux maximum d'imposition

Une élévation du taux marginal est tout à fait possible, mais a néanmoins comme inconvénient de ne pas toucher les très riches. Par le biais de cette mesure, on impose les hauts salaires des dirigeants ainsi que les revenus de la location. Toutefois, une élévation des taux marginaux ne permet pas d'imposer les riches qui ont logé leur fortune dans des family offices, des fondations et des sociétés fiduciaires.

Les revenus du capital sont soumis à l'impôt sur le rendement du capital, qui est de 25% en Allemagne, tout aussi peu élevé dans d'autres pays, et non progressif.

Si l'on veut réduire cette dualité dans l'impôt sur le revenu, il faut augmenter l'impôt sur les revenus du capital. De même, il conviendrait de modifier l'imposition des entreprises, ce qui requiert évidemment une coordination internationale pour des raisons de compétitivité.

Une telle démarche permettrait de ramener les revenus dans le cadre d'une imposition progressive.

Imposition du patrimoine

L'impôt sur le patrimoine constitue un thème prisé par les partis de gauche. C'est aussi un sujet émotionnel : souvent mis en avant par les syndicats, les sociaux-démocrates, les Linken ainsi que les Verts, c'est un chiffon rouge pour les indépendants, les patrons de PME et les dirigeants d'entreprises familiales.

Il va de soi qu'un impôt sur le patrimoine frapperait également les PME familiales, c'est-à-dire les « bons capitalistes », ancrés dans leur région, créateurs d'emploi et qui en général traitent bien leurs salariés.

C'est pourquoi on admet des exonérations importantes pour l'impôt sur la succession, exonérations qui vont évidemment profiter aussi aux très riches.

L'impôt sur le patrimoine est prélevé sur le patrimoine net (c'est-à-dire déduction faite des dettes) et fait l'objet d'importantes exonérations.

Prélèvement unique sur la fortune

Il s'agit ici d'une contribution unique en fonction de la fortune, telle qu'elle a déjà été appliquée par exemple après la Deuxième Guerre mondiale en vue du financement des séquelles de la guerre (péréquation de la charge fiscale). Ce prélèvement s'élevait à l'époque à 50% du patrimoine et les recettes ont grandement contribué à la participation de nombreux réfugiés au miracle économique des années 50.

Dans le contexte de la crise financière, un tel prélèvement fait à nouveau l'objet de discussions. Il serait intéressant d'un point de vue économique étant donné son effet de surprise, qui réduit grandement les possibilités de l'éluder.

Au Luxembourg, en Allemagne et en France, une telle mesure, conçue pour une situation d'urgence et exceptionnelle, ne semble pas très réaliste. On peut en revanche y songer sérieusement pour des pays lourdement frappés par la crise de l'euro.

Impôt sur les successions

L'impôt sur les successions concerne la transmission du patrimoine entre générations. Pour beaucoup d'économistes, il constitue le mode préférentiel d'imposition du patrimoine en raison des difficultés à l'éluder, le moment du décès étant généralement incertain.

En 2009, l'impôt sur les successions a connu une amélioration certaine en Allemagne, lorsque la Cour constitutionnelle allemande a estimé que les valeurs historiques des biens immobiliers étaient obsolètes. Les nouvelles valeurs de marché pourraient également favoriser une meilleure imposition des patrimoines.

Toutefois, des exceptions très généreuses ont été retenues suite à un lobbying intense des entreprises familiales. De ce fait, le volume des transmissions de parts d'entreprise exonérées d'impôt s'est drastiquement accru pour passer de 3,4 milliards d'euros en 2009 à 66 milliards d'euros en 2014. De 2009 à 2014, le montant cumulé s'élève à 170 milliards d'euros.

Le taux d'imposition sur le capital d'exploitation des entreprises peut monter à 30% en principe. Si les montants exonérés de charges fiscales avaient été imposés à 10% seulement, charge parfaitement supportable pour les entreprises, l'État aurait pu compter sur des recettes supplémentaires de 17 milliards d'euros.

Résultats des discussions et décisions politiques actuelles

En Allemagne, les partis qui ont réclamé une imposition plus lourde des revenus et patrimoines élevés n'ont pas obtenu de grands succès électoraux. Dans un contexte d'incertitude économique, les salariés ordinaires et la classe moyenne manifestent eux aussi une certaine aversion pour les impôts frappant les successions et le patrimoine, craignant que l'on impose également leur habitation, même modeste.

En outre, les recettes fiscales devraient être destinées à l'amélioration des infrastructures. Les électeurs n'y ont pas vraiment cru, ayant le sentiment d'être déjà lourdement imposés étant donné la forte progressivité de l'impôt dans les tranches inférieures et moyennes. De même, ils ont estimé que l'État a suffisamment de moyens puisque son budget est en équilibre.

Mieux aurait valu, estiment-ils, recourir à un impôt sur la fortune pour faire baisser la charge fiscale pesant sur les petits et moyens revenus, ainsi que les impôts indirects.

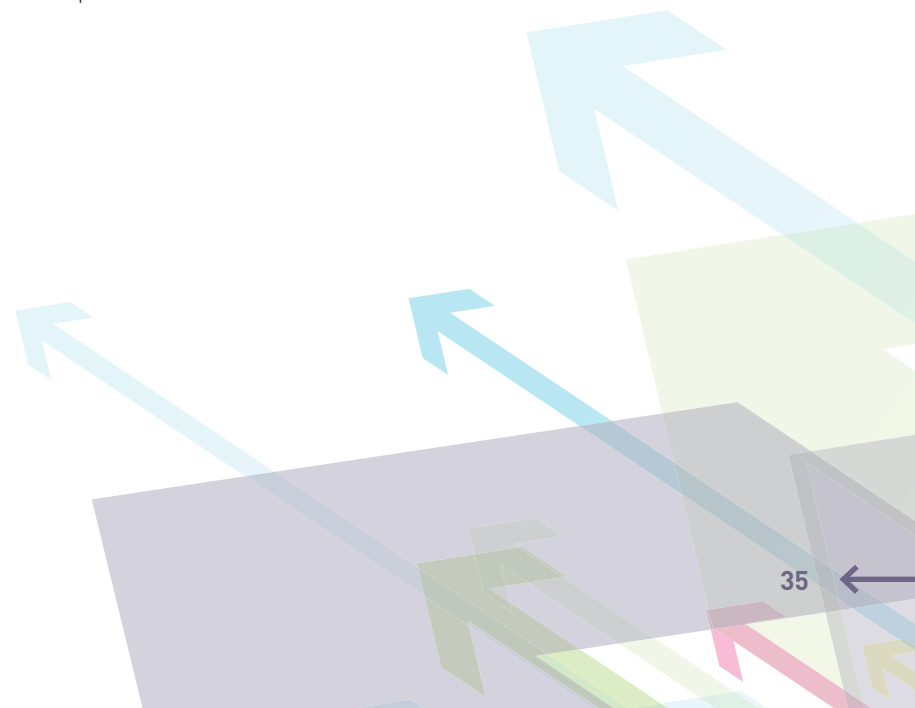
Conclusion

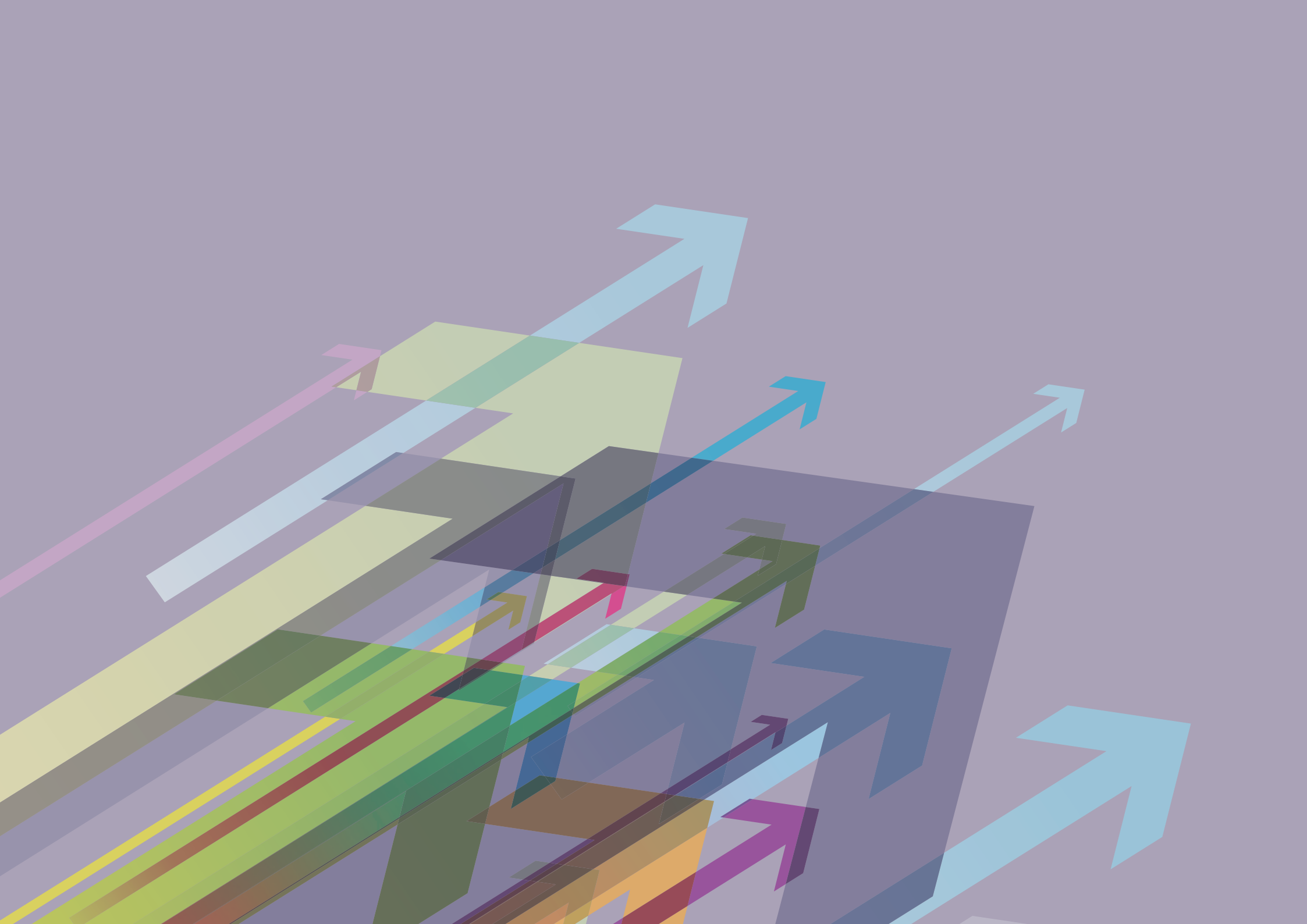
L'imposition des hauts revenus et des grands patrimoines a regagné en importance en tant que thème dans les programmes de recherche et sur l'agenda politique. Une telle imposition pourrait se justifier au vu de la plus grande concentration des revenus et des patrimoines, en particulier dans les tranches de la distribution les plus élevées, ainsi que des moindres possibilités d'évasion fiscale, même s'il existe à cet égard des risques qui commandent de ne pas forcer le rythme d'éventuelles dispositions nouvelles en matière de fiscalité allant dans ce sens.

Il existe toutefois une marge de manœuvre en Allemagne et au Luxembourg ; de ce fait, un mix équilibré d'augmentations modérées de l'impôt, combinant différents éléments, semble possible : majoration du taux maximum d'imposition, hausse de l'imposition du rendement des capitaux, augmentation prudente de la fiscalité des entreprises, où une réduction des privilèges fiscaux pourrait être considérée. Il faut également dénoncer le scandale des nombreuses exceptions qui existent dans le domaine de l'impôt sur les successions, qui permettent aux chefs d'entreprise et aux entrepreneurs privés de transmettre leur patrimoine à la génération suivante sans payer d'impôt, et ce sans qu'il y ait des emplois en danger.

Pour l'Allemagne, avec de telles mesures, il semble raisonnable de tabler, sans préjudice économique notable, sur un produit fiscal potentiel supplémentaire d'au moins 15 milliards d'euros, soit 0,5% du PIB. Ces recettes supplémentaires permettraient de procéder à des dépenses d'investissement ou de réduire la charge fiscale des classes moyennes et inférieures.

Une coordination internationale accrue en matière fiscale serait bien sûr de nature à favoriser les effets de telles mesures et à permettre une imposition plus forte des revenus et patrimoines élevés.





LES PERSPECTIVES DU DROIT DU TRAVAIL EUROPÉEN : QUELLES ADAPTATIONS POUR SAUVEGARDER LE MODÈLE SOCIAL EUROPÉEN ?

Depuis plusieurs années, le modèle social européen, pourtant symbole de la construction européenne, est en danger. À tel point que l'on peut se demander si celui-ci existe encore. Le droit du travail européen a un rôle déterminant à jouer dans sa survie et sa sauvegarde, mais il subit lui aussi des attaques, parfois frontales, qui invitent là encore à s'interroger sur son existence.

La notion même de modèle social européen (MSE), car largement utilisée par des experts issus de toutes les disciplines, aussi bien économistes que politistes ou encore juristes, demeure des plus difficiles à appréhender. Les juristes tendent à le percevoir comme « le résultat du processus créé par le droit de l'UE et les politiques de l'UE » en matière sociale¹, le résultat d'une construction juridique progressive au niveau de l'Union européenne basée sur une « architecture institutionnelle » tout à fait particulière qui confère aux partenaires sociaux et au dialogue social européens une place a priori importante².

Cette construction repose avant tout sur le processus d'harmonisation des législations nationales, harmonisation qui a permis de constituer un important « acquis social ». Mais, depuis la fin des années 1990, la construction du MSE en lien avec l'évolution du droit du travail européen a été complétée par de nouvelles méthodes (la méthode ouverte de coordination, utilisée en matière d'emploi principalement) et de nouvelles normes (les droits fondamentaux reconnus par l'Union).

1 M.-A. Moreau, Introduction, in M.-A. Moreau (ed.), *Before and After the Economic Crisis. What implications for the 'European Social Model'?*, Edward Elgar, 2011, p. 1.

2 V. B. Bercusson, « The institutional architecture of the European social model », in ETUI, *Labour Law and Social Europe, Selected writings of Brian Bercusson*, Bruxelles, 2009, p. 137.

Mélanie SCHMITT

Maître de conférences HDR
à l'Université de Strasbourg



Le droit du travail de l'UE peut être présenté comme regroupant trois « blocs » de normes qui marquent chacun une époque, une étape de la construction européenne.

Le premier bloc est constitué des règles régissant la libre circulation des travailleurs, et dans une certaine mesure de celles relatives à la libre prestation de service et la liberté d'établissement pour leurs dispositions régissant les relations de travail. Ces règles se préoccupent de la dimension transnationale du droit du travail, qui est ici considéré comme un instrument du marché intérieur. L'on peut citer bien entendu la directive « détachement » en exemple.

Le deuxième bloc est constitué des normes qui résultent de l'harmonisation des droits du travail nationaux dans le cadre de la politique sociale, par le biais de « directives sociales » qui concernent cette fois-ci la dimension nationale de certains éléments de la relation de travail. Cette harmonisation reste fragmentaire, bien que le domaine de compétence prévu par les traités soit en réalité très large.



Le troisième bloc correspond aux normes de régulation du marché du droit du travail qui ont émergé à la fin des années 1990 et, bien que s'apparentant davantage à un « droit de l'emploi », concernent directement les relations de travail. Il s'intègre dans la cadre plus large de la coordination des politiques économiques. Le mot d'ordre y est ici « flexicurité ».

Une observation s'impose donc. Le droit du travail européen n'est pas uniquement composé de normes dont la vocation première est la protection des travailleurs.

Le MSE, dans sa conception juridique (harmonisation), poursuit bien l'objectif traditionnel de protection des travailleurs. À cette conception s'ajoute une approche macroéconomique du MSE, qui vise à trouver un équilibre entre l'expansionnisme économique qui permet la libéralisation des marchés, mais également la préservation d'un haut niveau de protection des travailleurs contre les effets néfastes de l'ouverture des marchés.

Cette présentation du MSE est cependant marquée historiquement. Pendant ce que l'on a appelé les « années Delors » (1985 à 1995), la forte activité normative, impulsée par la Commission européenne et soutenue par les partenaires sociaux, a permis l'adoption de nombreuses directives. Le début des années

2000 marque sans doute un changement profond dans ce modèle. Réduire le chômage de masse est devenu l'objectif prioritaire, les efforts de la Commission européenne se sont alors concentrés sur la stratégie européenne pour l'emploi. Ce changement s'accompagne de la subordination officielle de la question de l'emploi aux objectifs et politiques économiques. Le droit du travail est mobilisé au service de ces politiques.

Ces évolutions ont profondément ébranlé les fondations du MSE. Un état des lieux s'impose avant d'envisager les perspectives d'une restauration du MSE.

L'état des lieux : les fondations ébranlées du modèle social européen

Les attaques que subit le MSE sont multiples, elles concernent les trois blocs du droit du travail de l'UE.

Le dumping social comme matrice du marché intérieur ? (1^{er} bloc)

Dès lors que l'option choisie par l'Union pour sortir de la crise est de renforcer le marché intérieur, il faut développer à tout prix la mobilité des travailleurs dans l'optique de créer un véritable marché du travail européen. La Cour de justice surveille donc strictement l'application du principe d'égalité de traitement entre travailleurs nationaux et migrants par les États membres.

Les citoyens inactifs mobiles sont en revanche beaucoup moins bien lotis. Dans sa jurisprudence récente, la Cour de justice fait prévaloir la « santé budgétaire » des États sur le droit à la protection et à l'assistance sociale des citoyens, en interprétant largement les possibilités offertes par la directive sur le droit de séjour de ne pas accorder ces prestations d'assistance sociale. Ceci constitue un retour en arrière par rapport à la politique jurisprudentielle développée à la fin des années 1990 en faveur de l'autonomie et de la concrétisation du statut de citoyen de l'Union.

Au-delà de la libre circulation des travailleurs, ce premier bloc regroupait encore dans une certaine mesure les libertés de prestation de services et d'établissement. Sur ce point, il n'est nul besoin de revenir sur la fameuse série de décisions (Viking, Laval, Rüffert et Commission c/ Luxembourg) par

laquelle la Cour a officiellement consacré le dumping social, soit la concurrence entre les droits du travail nationaux au nom des libertés économiques, et par la même menacé les systèmes nationaux de relations collectives et réduit quasiment à néant la liberté de faire grève.

L'ébranlement de l'harmonisation sociale et la mise en cause de l'acquis social de l'Union (2^e bloc)

Non seulement, le projet d'harmonisation progressive et progressiste des législations nationales du travail semble abandonné, mais ses réalisations – l'acquis social de l'Union – apparaissent désormais mises en cause. Faute de consensus, ce renoncement politique est bien sûr le fait des États membres eux-mêmes, mais la Commission européenne et la Cour de justice y participent également.

La Commission européenne, qui détient pourtant le pouvoir d'initiative, n'a plus formulé aucune proposition de directive sociale depuis plus d'une décennie. Elle s'est uniquement concentrée sur la révision des directives existantes, sans toutefois apporter d'évolutions réellement majeures quant aux lacunes des textes initiaux. Certaines de ces révisions n'ont même jamais réussi à voir le jour (ex : congé maternité). Ce processus de révision semble d'ailleurs être davantage destiné à assouplir les règles existantes (ex : directive « temps de travail »). Dans la même veine, le vaste programme de la Commission européenne, connu sous le nom de « Better regulation », destiné à rationaliser la législation de l'UE concerne directement l'harmonisation sociale, et notamment les trois directives relatives à l'information et la consultation des travailleurs. La critique fondamentale que l'on peut émettre à l'égard de ce programme est qu'il ne vise pas l'égalisation dans le progrès des conditions de vie et de travail, mais simplement à alléger la législation, plus particulièrement à destination des petites et moyennes entreprises, dans un but de performance économique.

La Cour de justice joue également un rôle de premier plan de cet ébranlement du processus d'harmonisation sociale. Ceci se concrétise aux travers de deux tendances jurisprudentielles par lesquelles la Cour semble vouloir réduire l'impact protecteur des directives « à vocation sociale ». La première résulte d'une interprétation évolutive des directives sur le transfert d'entreprise et le licenciement collectif par laquelle elle assigne à ces directives des objec-

tifs économiques initialement absents de son raisonnement, et qui viennent concurrencer l'objectif de protection des travailleurs historiquement reconnu par la Cour. La seconde concerne l'interprétation restrictive des droits sociaux consacrés par la Charte des droits fondamentaux de l'UE. Elle ne les considère en effet pas comme des droits, ni même comme des principes auto-suffisants susceptibles d'imposer la mise à l'écart du droit national lorsqu'il n'est pas compatible avec les exigences des directives sociales qui mettent en œuvre les droits sociaux.

L'abandon de l'objectif de protection des travailleurs au nom de la compétitivité des économies nationales (3^e bloc)

La protection des travailleurs, des demandeurs d'emploi, n'est pas un objectif de la politique de l'emploi de l'UE. La stratégie coordonnée pour l'emploi inaugurée par le traité d'Amsterdam vise au contraire l'adaptabilité des travailleurs et du marché du travail à l'exigence de compétitivité économique.

Cette soumission du droit du travail aux impératifs économiques se cristallise autour du concept de « flexicurité », dont l'un des axes principaux n'est autre que de s'attaquer aux rigidités du droit du travail, qui devrait se traduire par exemple par un assouplissement des règles régissant le licenciement, une contractualisation plus grande des relations de travail, un alignement des salaires sur la productivité et, au besoin, une restriction des droits à la négociation collective et à la grève. Ces réformes structurelles, qui ont été imposées par la « Troïka » aux États membres bénéficiaires de l'aide financière des États de l'Eurozone, sont dorénavant exigées de l'ensemble des États membres, et prennent la forme des recommandations spécifiques dans le cadre du semestre européen.

Dans ce contexte, le droit du travail national et européen est considéré comme un obstacle à la compétitivité économique et doit être assoupli en vue de restaurer la croissance. Le droit du travail se voit alors amputé de sa raison d'être, de sa fonction protectrice des travailleurs et de leur emploi. Il est instrumentalisé au service de fins uniquement économiques.

Face aux attaques subies de tout bord, quelles peuvent-être les perspectives de restauration du modèle social européen ?



Les perspectives de « restauration » du modèle social européen

La restauration du MSE suppose un rééquilibrage entre le droit, l'économie et la politique sociale, qui doit rendre au droit du travail toute sa place. Ce vaste projet nécessite bien entendu une bonne dose de volonté politique, mais sur le plan du droit les fondements juridiques existent déjà. Deux éléments essentiels devraient cimenter cette restauration : les droits fondamentaux et le dialogue social.

Les fondements juridiques existants en faveur d'un nouvel équilibre

L'article 9 TFUE, qui contient la « clause sociale horizontale » impose la prise en compte des objectifs sociaux dans toutes les actions et politiques de l'Union. La dimension sociale du projet européen doit donc être pleinement considérée, et ce au sein de chaque « bloc » du droit du travail de l'UE.

Au sein du premier bloc, la restauration du MSE implique la mise en cause de l'option politique choisie par la Cour de justice reposant sur le dogme ultralibéral du marché et sur le dumping social. Plus largement, il semble urgent de reconsidérer la finalité ultime du projet européen qui est de garantir la paix entre les nations européennes, et implique nécessairement le bien-être des peuples. Le marché doit être au service de l'homme et non l'inverse. Cette inversion des valeurs devrait par exemple conduire à revoir l'interprétation ultra-libérale de la directive détachement, par laquelle la Cour ignore les clauses présentes dans la directive et qui permettent l'amélioration de la situation des travailleurs détachés, notamment au moyen d'actions syndicales et de la négociation collective.

Au sein du deuxième bloc, du point de vue des fondements juridiques, une large harmonisation des législations nationales est possible (l'article 153 TFUE prévoit par exemple une possibilité d'harmonisation des conditions de travail, ce qui pourrait recouvrir une grande part du droit du travail). De ce fait, seule une ferme volonté politique pourrait permettre de dépasser l'actuel blocage politique et institutionnel du processus d'harmonisation. En pratique, les dispositions du traité sur le fonctionnement de l'UE encadrant la politique sociale pourraient être utilement mobilisées en vue du rééquilibrage indispensable à la sauvegarde de la dimension sociale au sein du droit de l'UE. Une réelle

portée normative pourrait ainsi être conférée à l'article 151 TFUE, qui définit les objectifs de la politique sociale de manière extensive : « la promotion de l'emploi, l'amélioration des conditions de vie et de travail, permettant leur égalisation dans le progrès, une protection sociale adéquate, le dialogue social, le développement des ressources humaines permettant un niveau d'emploi élevé et durable et la lutte contre les exclusions ». L'article 152 TFUE, qui impose à l'Union la promotion du dialogue social et le respect de l'autonomie des partenaires sociaux, pourrait consolider le rôle des partenaires sociaux et renforcer le caractère démocratique des décisions de l'Union (cf. plus loin).

Au sein du troisième bloc, la restauration du modèle social européen se traduit par l'idée partagée par l'ensemble des acteurs qu'il est nécessaire de « renforcer la dimension sociale de l'Union économique et monétaire ». Ce renforcement devrait se traduire par une participation plus importante des partenaires sociaux dans le processus du semestre européen, par l'intégration des « indicateurs sociaux » aux côtés des indicateurs économiques dans l'évaluation des politiques nationales de l'emploi et plus largement des politiques économiques et budgétaires. Référence devrait également être faite au progrès social, un véritable rôle devrait être accordé au Sommet social tripartite, et un contrôle du processus à l'aune des droits fondamentaux devrait être mis en place. Les politiques économiques au sens large ne sauraient, même en temps de crise, être dispensées du respect des droits sociaux fondamentaux. La Charte des droits fondamentaux s'applique en effet à toutes les actions et politiques des institutions de l'Union et aux actes des États membres qui les mettent en œuvre. Par conséquent, la jurisprudence Pringle, par laquelle la Cour, au moyen d'un raisonnement formaliste, exclut l'application de la Charte dans le cadre du mécanisme de stabilité financière mis en place par les États membres de la zone euro, doit être révisée. Plus fondamentalement, la problématique des indicateurs est révélatrice de la domination du marché et de l'absence de considération de la part des institutions de l'UE pour la qualité du travail et de l'emploi et la dissolution du droit du travail dans la politique économique. La réduction de la protection sociale en chiffres ne saurait être pertinente dans l'optique d'une affirmation renouvelée de l'objectif de protection des travailleurs.

Les éléments essentiels du modèle social européen restauré

Le premier pilier d'un modèle social européen restauré n'est pas nouveau puisqu'il s'agit du dialogue social ou, plus exactement, de la démocratie sociale.

En effet, suivant l'analyse du professeur Alain Supiot³, il conviendrait de consolider le rôle des partenaires sociaux nationaux et européens au sein d'une véritable démocratie sociale. Mais, une telle évolution suppose la mise en place d'un cadre juridique (plus) ferme au niveau de l'Union. Les principes et droits fondamentaux déterminant de ce cadre sont déjà consacrés, puisque le droit de négociation collective et le droit de grève sont inscrits dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union et peuvent s'exercer « au niveau approprié », formule qui permet d'englober les niveaux national, européen et transnational. Leur conférer une portée plus vigoureuse implique nécessairement de rompre avec la conception très restrictive que la Cour de justice retient de ces droits. Concrètement, cela devrait se traduire par une extension de la procédure de consultation formelle des partenaires sociaux (article 154 TFUE) à l'ensemble des actions de l'UE ayant un impact sur les relations de travail et non uniquement les actions relevant des domaines de la politique sociale tels qu'énumérés à l'article 153 § 1 TFUE. Ensuite, la Commission européenne devrait être obligée de présenter une proposition de directive retranscrivant un accord collectif européen dès lors que les parties signataires en font la demande et donc considérer que l'appréciation de l'opportunité d'une telle directive ne relève plus de son pouvoir (cf. la situation de l'accord sur la santé et la sécurité dans le secteur de la coiffure). À ce propos, il convient de s'opposer à la volonté de la Commission de procéder à des analyses d'impact des accords européens avant de les intégrer éventuellement dans une proposition de directive.

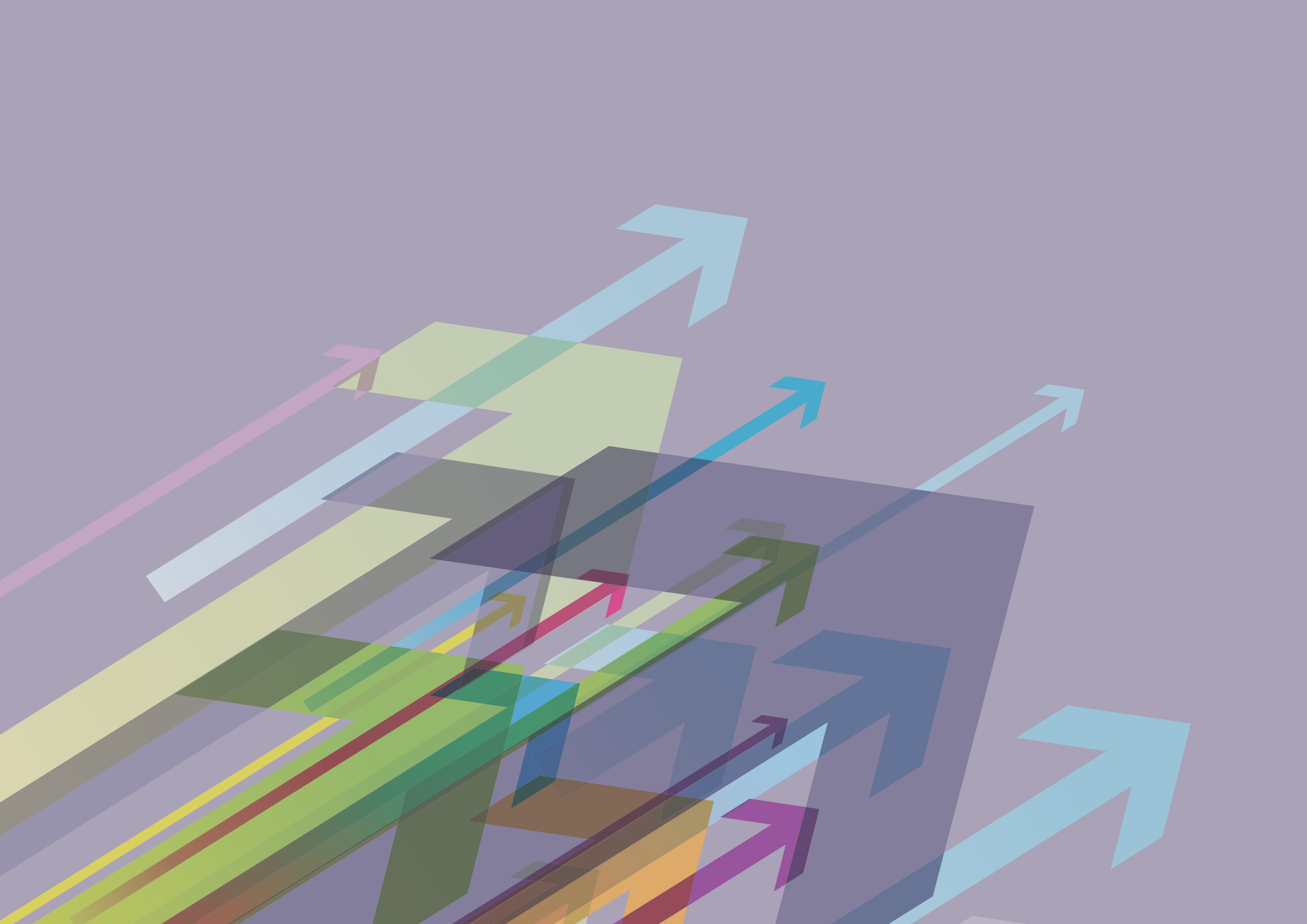
Le second élément essentiel, indispensable à la protection des travailleurs mais également au respect de la démocratie sociale, est donc la pleine reconnaissance des droits sociaux fondamentaux, de leur valeur et de leur justiciabilité. L'accent doit plus particulièrement être mis sur les droits collectifs des travailleurs et des syndicats, qui doivent être « re-fondamentalisés »⁴, renversant ainsi la perspective adoptée par la CJUE. Dans cette optique, la convention européenne des droits de l'homme (CEDH), telle qu'interprétée audacieusement par la Cour européenne des droits de l'homme (CrEDH), ouvre également des perspectives intéressantes. L'inscription des droits col-

lectifs parmi les droits protégés par la CEDH (article 11) conduit à appréhender ces droits collectifs comme des droits civils et politiques, donc comme un élément inhérent à toute société démocratique, dont les États ne sauraient entraver de manière injuste ou disproportionnée l'exercice. La Cour de Strasbourg applique d'ailleurs à l'article 11 sa théorie des obligations positives permettant d'imposer aux États une action en vue de garantir la jouissance effective des droits. De plus, cette jurisprudence s'inscrit dans le cadre d'une interprétation systématique des autres instruments européens et internationaux de protection des droits de l'homme, notamment la Charte sociale européenne et les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT). Cette synergie des sources est loin d'être ignorée par le traité et la Charte des droits fondamentaux de l'Union. La technique des « droits correspondants », inscrite à l'article 52 § 3 de la Charte, devrait par exemple conduire la CJUE à interpréter l'article 28 de la Charte (droit de négociation et d'action collectives) conformément à l'article 11 de la CEDH tel qu'interprété par la Cour européenne des droits de l'homme. Le Tribunal de la fonction publique a d'ailleurs d'ores et déjà consacré expressément un tel rapprochement. Cette position obéit semble-t-il à une certaine réciprocité puisque le Tribunal insiste sur le fait que la CrEDH, dans son arrêt *Demir et Baykara*, a elle-même intégré l'article 28 de la Charte dans son interprétation de l'article 11 CEDH. L'article 12 de la Charte de l'UE conforte cette analyse, puisqu'il est la reproduction de l'article 11 de la CEDH dans l'ordre juridique de l'UE.

De manière plus générale, cette jurisprudence audacieuse de la CrEDH, qui n'est pas une « Cour sociale » a le mérite de recentrer le débat sur le terrain des droits de l'homme, sur ce qui fait l'humanité, c'est-à-dire la dignité de la personne du travailleur. C'est à partir de ce principe matriciel, qui devrait être absolu, que doit se (re)construire le modèle social européen.

3 A. Supiot, « Le sommeil dogmatique européen », *Revue française des affaires sociales* 2012/1 (n° 1), p. 190.

4 V. A. Lo Faro, « Toward a de-fundamentalisation of collective labour rights in European social law ? », in M.-A. Moreau (dir.), *Before and after the economic crisis*, *op. cit.*, p. 203.



NOUVELLES TECHNOLOGIES ET NOUVEAUX RISQUES DU TRAVAIL

Lors du Colloque « Alternatives pour l'Europe », Eric Brangier est venu exposer au public ses travaux sur le sujet des nouvelles technologies et des nouveaux risques du travail.

Il a choisi d'aborder le sujet en 5 points :

1. Tendances de l'évolution des NTIC
2. L'évolution des interactions humains-technologies
3. Impacts des NTIC sur les types de travailleurs
4. Quelques domaines en tension
5. Dix réflexions et perspectives pour les décideurs, syndicats et patronats.

Eric Brangier développe l'idée selon laquelle il y a sous-estimation du facteur technique dans l'explication du comportement humain en général et des conduites professionnelles en particulier. En effet, selon lui la technologie façonne notre comportement, tout comme notre comportement façonne la technologie. D'après lui comprendre le travail humain nécessite de comprendre la technologie, et inversement. Des changements majeurs ont en effet fortement influencés notre manière de vivre et de travailler suite à l'arrivée des TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) au début des années 80. Dans la première partie de son exposé, il fait un bref rappel des principaux développements technologiques qui ont changé notre façon de vivre et de travailler.

Tendances de l'évolution des NTIC

Depuis 60 ans on observe une explosion de la puissance de calcul des ordinateurs. Parallèlement l'évolution des interactions motrices est telle qu'aujourd'hui les ordinateurs sont des machines qui ont la taille d'objets qu'on peut


Eric BRANGIER

Professeur en Ergonomie et Psychologie
du travail à l'Université de Lorraine - Metz



facilement avoir sous la main et qui disposent en plus d'interfaces tactiles et instantanées. Autre évolution spectaculaire est celle des interfaces graphiques, qui passe des codes et langages informatiques à des interfaces sous forme de sphères ou de lunettes qui permettent un contrôle et une représentation en 3D. De plus, avec le développement d'appareils de plus en plus légers comme l'apparition des puces Rfid, la mobilité des ordinateurs est devenue une évidence. L'apparition de la connexion en réseau et l'évolution des réseaux virtuels notamment professionnels (p.ex. LinkedIn) mais aussi privés (p.ex. Facebook) marque une nouvelle avancée dans le mode de fonctionnement des relations professionnelles. Ces changements majeurs ont amené une porosité entre la vie professionnelle et la vie privée des utilisateurs puisque les réseaux sociaux sont devenus des réseaux privés et publics en même temps.

Enfin, le développement des NTIC est d'autant plus spectaculaire qu'elles peuvent être utilisées par un grand nombre d'utilisateurs, non spécialistes de la technique, comme c'était le cas au moment de l'apparition des premiers ordinateurs. À cette époque, les utilisateurs étaient des inventeurs, des chercheurs, puis des ingénieurs voire des spécialistes.



Si on aborde le lien avec le monde du travail, on constate que les attentes par rapport aux travailleurs augmentent avec les technologies. Aujourd'hui, on demande un travail instantané et on attend un travailleur hyper connecté qui reste accessible à tout moment. En même temps, l'interaction technologique est telle que tout travailleur peut chercher et trouver lui-même des informations sur le web et ainsi accroître ses connaissances sans, pour autant, être expert dans la matière. Nous sommes rentrés dans un monde perturbé où l'urgence devient le principal critère de production, un monde instable avec des changements qui se passent à toute vitesse et un monde virtuel de plus en plus ludique qui intègre des éléments du monde des jeux vidéo dans des applications pour le travail.

L'évolution des interactions humains-technologies

Le professeur Brangier considère que la porosité entre la vie professionnelle et la vie privée constitue le changement le plus spectaculaire qu'il faut néanmoins essayer de réguler d'une certaine manière. Si ce risque est communément reconnu comme plutôt nouveau par les travailleurs, il est aussi considéré comme un risque qui va encore s'accroître avec les évolutions technologiques.

Aussi, depuis les années 80 les usages de changements technologies ont été plus rapidement acceptés au niveau domestique qu'au niveau professionnel. C'est pourquoi on observe souvent des entreprises qui sont en retard technologique par rapport aux foyers, qui eux sont souvent équipés des dernières évolutions technologiques.

Nous assistons à l'émergence des nouveaux travailleurs qui sont connectés en permanence à leur messagerie. Cette connexion ne connaît pas de frontière entre la vie privée et la vie professionnelle sauf dans le cadre d'un accord (entre les salariés et l'entreprise) de déconnexion des serveurs en dehors des heures de travail, ce qui est une nécessité vu que les échanges d'e-mail dans le cadre d'entreprises de taille mondiale ne s'arrêtent jamais. De plus, les travailleurs d'aujourd'hui partagent leur expertise sur les réseaux sociaux et sont susceptibles de laisser des traces dans l'espace public de leur vécu au sein de l'entreprise. Il est à tout moment possible de rechercher des informations ou de participer à des formations sur intranet ou internet, puis de partager des informations en ligne. On assiste aussi en permanence à une redistribution du pouvoir des sala-

riés en entreprise puisqu'il y a une redistribution des accès à l'information. On a également une réactivité accrue face aux demandes des collègues : si certains travailleurs en profitent, d'autres vont se sentir exclus parce qu'ils ont de grosses difficultés à s'approprier les nouvelles technologies. En bref, on observe une augmentation de la rapidité dans l'exécution des tâches et une amélioration de la gestion de l'urgence face aux demandes des responsables qui eux ont ainsi un moyen de plus pour exercer diverses formes de pression sur les travailleurs et d'obtenir une productivité encore accrue. Par ailleurs, notons que la garantie de la satisfaction client passe aujourd'hui par une réactivité immédiate face aux demandes des clients.

Impacts des NTIC sur les types de travailleurs

Pour les ouvriers, l'impact des NTIC se traduit par une crainte forte liée à la perte de l'emploi. En effet, la technologie change la nature même du travail des cols bleus car certaines tâches sont remplacées par des machines et les ouvriers deviennent de plus en plus des opérateurs et des contrôleurs de machines.

Néanmoins, Eric Brangier n'a pas souhaité approfondir ce sujet et a attiré l'attention sur le nombre d'études scientifiques qui existent déjà sur le sujet. En revanche, il a préféré insister sur le travail des cadres dont les difficultés sont souvent méconnues. Si le métier des cadres est souvent vu comme une activité prestigieuse et noble, on observe qu'avec l'évolution informatique il y a un élargissement de l'activité des cadres, en termes de polyvalence et de polycompétence. On attend plus d'eux et ils sont également prêts à donner plus. Parallèlement, ils ont une plus grande flexibilité et réactivité dans le travail grâce à la performance technologique qui les libère de certaines tâches. D'un autre côté, les recherches montrent une détérioration des relations interpersonnelles : les gens se plaignent d'une communication qui repose essentiellement sur des e-mails ou une communication surtout fonctionnelle. On constate également une dépossession de l'activité et des prérogatives du cadre par une mise sous « tutelle » technologique de leur travail : ainsi ils travaillent avant tout en réponse à des e-mails, des ordres ou demandes électroniques. En outre, ils doivent réaliser un « reporting » régulier de leurs tâches et de celles de leurs collaborateurs via des progiciels. Ces informations sont utilisées pour faire des tableaux de bords et pour évaluer le travail parfois même de manière

automatisée. Enfin, les études montrent un accroissement du contrôle et de la perte d'autonomie du cadre causé par des outils qui centralisent les informations. Comme ces informations sont centralisées, le cadre est court-circuité en permanence dans une partie de ses prérogatives de circulation des informations ou du moins du contrôle des informations qui circulent dans ses unités ou son service.

Selon une étude réalisée pour l'APEC sur des cadres dans une grande entreprise française¹, la plupart des répondants constatent une utilisation massive des technologies et 62% parmi eux utilisent au moins dix outils différents (p.ex. intranet, messagerie, progiciel métier, agenda partagé, outils collaboratifs...). Et si 65% se disent généralement contents de disposer d'outils utiles, fiables, ergonomiques et sûrs, 79% estiment devoir se former régulièrement et seuls en raison du renouvellement permanent des outils. Le constat qui s'impose est que le travail est plus rapide et immédiat avec en même temps une activité fragmentée et saccadée.

Une autre étude qui consistait à analyser le travail d'une directrice de la communication observée sur une période représentative de quatre heures de travail permettait d'élaborer un chronogramme de son activité. On s'aperçoit qu'elle doit gérer neuf pôles d'activités majeurs sur cette durée (p.ex. la conception du journal interne, l'organisation d'un séminaire autour du « Golf », la réalisation d'une communication externe à « Roland-Garros »...). Il s'agit en l'occurrence de décisions capitales pour la vie de son entreprise. Dans le détail, on observe au total 54 séquences différentes (des micro-tâches) avec un changement d'activité toutes les 4'30 en moyenne (avec des pics à 1'30), comparable à un temps de cycle pour un ouvrier sur une ligne de montage. Dans la plupart des cas, ces saccades dans l'activité sont initiées par les TIC et elles mobilisent l'individu et son attention dans des engagements multiples. Il s'agit d'un changement considérable dans le travail des cadres et dirigeants qui entraîne une grande exigence cognitive et qui représente un énorme facteur de pression et de stress.

Ces technologies infiltrent donc toute la société et ont un impact sur toutes les catégories de travailleurs et leurs comportements.

1 Enquête sur 1768 personnes, Agence pour l'emploi des cadres (Bobillier Chaumon, Vacherand-Revel, Cuvillier & Sarnin, 2016)

Quelques domaines en tension

Ce chapitre met l'accent sur les domaines de travail qui sont affectés par les technologies. Dans ce contexte, Eric Brangier soulève d'abord la question de l'obsolescence des connaissances et des compétences liée aux changements des technologies. S'il y a encore une dizaine d'années, dans la plupart des entreprises, on passait d'un système de travail à un autre moyennant une petite phase d'instabilité (3-6 mois) jusqu'à la mise en place définitive des nouveaux changements, aujourd'hui le système de travail est en permanence traversé par des instabilités multiples (changements technologiques, évolutions réglementaires, mondialisation, crises, instabilités organisationnelles) et oblige les décideurs à piloter à vue et certains agents à être dans le brouillard. L'introduction d'une NTIC implique donc une certaine agilité organisationnelle pour réguler les changements en se les appropriant plutôt que de les subir. C'est pourquoi la NTIC doit être envisagée comme un processus organisationnel permanent qui suscite des craintes liées à la perte d'ancrage professionnel antérieur, tout en provoquant des attentes liées à la représentation de nouvelles connaissances.

L'autre domaine en tension concerne la formation et le renouvellement des outils. Voici quelques discours authentiques de cadres enregistrés² :

- « Aujourd'hui on vous balance un lien vers un outil, et c'est débrouillez-vous » (cadre expert, 35 ans).
- « On est confronté à un turnover important d'outils qui oblige à se former régulièrement (...) On doit apprendre à apprivoiser les outils seuls ce qui demande du temps et de l'énergie » (cadre manager, 47 ans).
- « Je suis un peu dégoûté de tout devoir réapprendre, de perdre l'efficacité que j'avais avec l'outil » (expert, 50 ans).

Par ailleurs, le confédérancier insiste dans ce contexte sur la différence entre le consommateur qui veut acheter la technologie pour les loisirs et l'opérateur professionnel qui recherche avant tout la stabilité et la régularité pour pouvoir faire un travail de qualité. Il s'agit d'une contradiction à l'intérieur de chacun de

2 Bobillier Chaumon, Vacherand-Revel, Cuvillier & Sarnin (2016)

nous. Lorsque nous sommes consommateurs nous recherchons la nouveauté, en tant qu'opérateurs nous optons pour la stabilité...

Un autre problème évoqué est celui des messageries et des courriels. L'observation de 10 ingénieurs d'étude sur une heure de travail démontre que 36 minutes sont consacrées à des activités générées par la messagerie. Il s'agit soit de tâches de régulation des mails (traitement, réponse, archivage, suppression) pendant environ 20 minutes, soit d'activités nouvelles pendant 16 minutes qui interrompaient le travail en cours et projetaient l'individu vers des tâches non prévues, qu'il fallait malgré tout instruire. On a donc un travail qui est devenu extrêmement morcelé et impulsé par la technologie nouvelle avec des risques associés de stress, de burnout, et des risques psychosociaux en général.

S'y ajoute le phénomène du nomadisme professionnel. Une étude d'observation sur quatre managers commerciaux pendant et en dehors de leur temps de travail a révélé que les premiers usages du smartphone (à finalités professionnelles) débutent en moyenne 2h25 avant le début du travail et se terminent près de 4h44 après la fin de leur travail. Autrement dit, leur temps de travail a ainsi été augmenté de 1h20 par jour (soit 30 heures par mois) contre 4 minutes en moyenne pour des usages personnels dans l'entreprise.

Il en résulte une porosité des frontières entre la vie au travail et la vie en dehors du travail. Plusieurs études³ ont montré que globalement les gens utilisent les TIC chez eux pour des besoins professionnels, mais aussi sur leur lieu de travail pour des besoins personnels. Néanmoins, les effets sont différenciés puisque les frontières ne sont pas les mêmes. Si la sphère professionnelle est plus difficile à pénétrer, la sphère personnelle est plus perméable car la frontière psychologique produite par les organisations professionnelles résiste mieux que celle produite dans la vie personnelle. Pour illustrer ses propos, Eric Brangier propose de s'appuyer sur quatre modèles de porosité des frontières :

- **Le modèle de la segmentation** : les « segmenteurs » préfèrent garder leurs domaines de vie aussi distincts que possible.
- **Le modèle de l'intégration** : les « intégrateurs » préfèrent adopter les éléments des deux domaines, essentiellement en éliminant les frontières entre eux et en mélangeant leurs différentes facettes.

• **Le modèle de l'hybridation** : l'hybridation constitue un degré très poussé d'intégration. La technologie est ainsi utilisée dans la vie personnelle pour traiter des questions d'ordre professionnel.

• **Le modèle du débordement** : les frontières temporelles et spatiales s'estompent par l'intégration extrême et incontrôlée du travail et du hors-travail, qui les laisse avec le sentiment que les deux domaines sont toujours présents.

Chaque catégorie représenterait entre 18% et 27% de la population.

Voici un tableau récapitulatif des modèles :

	Segmentation	Débordement	Intégration	Hybridation
Idee principale	Minimiser les interférences d'un domaine vers un autre	Les deux domaines se mélangent malgré le désir de segmentation de la personne	C'est principalement la vie personnelle qui interfère dans la vie professionnelle	C'est principalement la vie professionnelle qui interfère dans la vie personnelle
Domaine central	Les deux domaines	Pas de domaine central	La vie personnelle	La vie professionnelle
Technologie associée	Toute technologie, principalement le téléphone	Pas de technologie particulière	Pas de technologie particulière	Toute technologie, principalement Internet
Type de perméabilité	Imperméabilité choisie	Perméabilité subie	Perméabilité choisie	Perméabilité choisie

Certaines technologies favorisent la perméabilité (des frontières de travail ou des frontières personnelles) plus que d'autres. Le téléphone mobile prend en charge plus de perméabilité que les autres technologies, notamment de perméabilité d'affaiblissement des frontières professionnelles.

3 El Wafi & Brangier (2012, 2013)



Réflexions et perspectives

Globalement, on constate peu de participation des salariés à l'informatisation dans l'entreprise et un faible accompagnement du changement technologique et social parce que la technologie n'est pas vue comme un vecteur important de compréhension du travail. On assiste à un accroissement quantitatif et qualitatif des changements technologiques, juridiques, culturels et économiques ce qui entraîne l'obsolescence rapide des compétences. De plus, parfois les formations sont décalées par rapport à la technologie ou sont inutiles. L'ergonomie des NTIC reste aussi un problème dans certains secteurs ou domaines d'activité. Enfin, si le débordement sur la vie privée est un des problèmes majeurs, certaines chartes d'usages et autres accords restent inadéquats.

Eric Brangier⁴ propose d'améliorer ces nouvelles situations de travail en agissant plus particulièrement sur :

- La qualité du travail d'abord, c'est-à-dire sur le travail qui se fait ou qui ne se fait plus ou qu'on ne peut plus faire comme avant. L'activité professionnelle peut ainsi se retrouver dégradée ou altérée par des conditions de travail inte-

nables ou par un travail infaisable, générées par les TIC déployées : interruptions fréquentes, fragmentation de l'activité, multi-activité, travail à flux tendu, pression de la réponse, formation régulière aux dispositifs, démultiplication et hétérogénéité des outils... sont quelques une des caractéristiques de l'activité dématérialisée. Les risques de débordement et de pressions sont alors importants.

- La qualité de vie au travail ensuite. Comme on l'a vu, la dimension collective, les relations interpersonnelles, pourtant si essentielles au travail et à l'équilibre psychosocial du salarié, peuvent se trouver fragilisées par les technologies ; notamment lorsque le « Vivre ensemble » fait place au « Chacun pour soi ». Les temps sociaux de rencontre, de réunion ou encore de discussions imprévues se réduisent au profit d'interactions distancées et médiatisées. Le management à distance des collaborateurs prend également le pas sur l'encadrement de proximité. Le risque est alors que les collectifs de travail se désagrègent et sont remplacés par des collections d'individus exposés à l'isolement.
- La qualité de vie hors-travail enfin. Les sphères personnelles et familiales étaient considérées jusqu'à présent comme une sorte de rempart pour se protéger des atteintes du travail et retrouver un certain équilibre de vie. Mais le développement du travail nomade d'une part et l'usage de technologies hybrides d'autre part conduisent à la dilution des frontières et participent à la désarticulation entre vie au travail et hors travail. Ces dispositifs contribuent à déverser le trop-plein de l'activité professionnelle dans la sphère domestique et familiale (ou inversement), et à créer ainsi les conditions d'une véritable intrusion du travail dans l'espace intime.

Pour améliorer la situation quelques pistes de réflexion ont été proposées. Si la qualité et la pertinence de la formation continue ont évidemment un rôle important à jouer pour le conférencier, celui-ci a souhaité insister sur le rééquilibrage de la charge de travail. Face aux nouveaux risques d'intensification au travail qui apparaissent aujourd'hui il est difficile de mesurer un travail bien fait ou moins bien fait. Le critère est rarement explicite et pour certains chefs le critère est le travail attendu, qui ne correspond pas à la prescription initiale ou à la commande de départ. Qui plus est, le responsable est souvent incapable de dire ce qu'est le travail attendu, tant que le travail n'a pas été réalisé, car les conditions de réalisation sont incertaines. C'est pourquoi il faut qu'il y ait des négociations entre les

⁴ Bobillier Chaumon, Brangier, & Fadier (2014)

salariés et les dirigeants pour préciser ce qui est véritablement attendu dans le travail, et trouver un consensus sur l'idée d'un travail bien fait.

À côté de cela, il faut aussi penser à la déconnexion et s'inspirer de quelques accords d'entreprise sur la déconnexion en France et dans d'autres pays en Europe.

La participation des salariés aux choix des TIC est un autre élément pour mieux contrôler l'impact des technologies. Souvent encore, on met en place des TIC, sans les tester et sans associer les utilisateurs finaux.

En outre, pour mieux équilibrer vie au travail et vie hors travail, le professeur soulève la question de la nécessité de repenser le travail et de s'éloigner de la stricte séparation de la vie au travail et de la vie en dehors du travail afin de prendre en considération le travail qu'on peut faire en dehors du lieu du travail. Il estime que des accords entre partenaires sociaux sont à trouver à ce sujet.



Dans le même ordre d'idées, il s'impose de rediscuter du temps de travail et de la tâche. De nos jours, le critère de mesure principal est la durée du travail alors que le travail accompli est ce qui compte réellement. Dans ce contexte, il s'agit de trouver un accord sur la notion de travail bien fait, indépendamment du temps passé dans l'entreprise à réaliser ce travail. En parallèle, faudrait-il s'assurer d'un droit de déconnexion, de repos ou d'indisponibilité, de manière à se préserver des sollicitations infinies des TIC d'aujourd'hui.

Ensuite le professeur conseille de s'organiser pour valoriser la responsabilité et l'autonomie. En effet, il faut pouvoir négocier les capacités d'action des travailleurs, y compris à distance. Le télétravail semble être une piste à creuser vu que les télétravailleurs se disent pour la plupart satisfaits de leurs conditions de travail.

Un autre moyen est celui de reconfigurer les tâches assignées : faire strictement les tâches demandées ou développer sa créativité au travail en réalisant ses tâches et en les faisant évoluer ? Quand les rôles et les fonctions des travailleurs sont de plus en plus impactés par les TIC, il faudrait s'interroger sur la créativité. En effet, nous travaillons de plus en plus dans une économie où la créativité joue un rôle important pour améliorer le processus de production, la qualité de service, ou la logique interne du fonctionnement interne de l'organisation. Dans ce contexte, les entreprises auraient tout à gagner de prendre en compte l'intelligence et la créativité des collaborateurs.

Eric Brangier estime qu'il y a également un besoin de faire évoluer les directions des systèmes d'information. Ces unités sont les grands « prescripteurs » actuels des technologies ; ils gagneraient à être plus stratégiques en intégrant les facteurs humains et organisationnels en amont du changement dans l'entreprise. Aujourd'hui c'est toujours la performance technologique qui prime sur l'utilisation réelle des gens. Si on soutient que la santé est un facteur de performance au travail et que la performance est aussi un facteur de santé, alors le développement des TIC en entreprise doit impérativement conjuguer performance et santé.

Un autre point est l'importance pour les travailleurs de participer « activement » aux choix de solutions technologiques. Les choix technologiques déterminent en grande partie le comportement des individus au travail. Agir sur les options technologiques, sur les modes de flexibilité mis en place, sur le type de relations, c'est agir sur la performance globale au travail. Très souvent les tra-

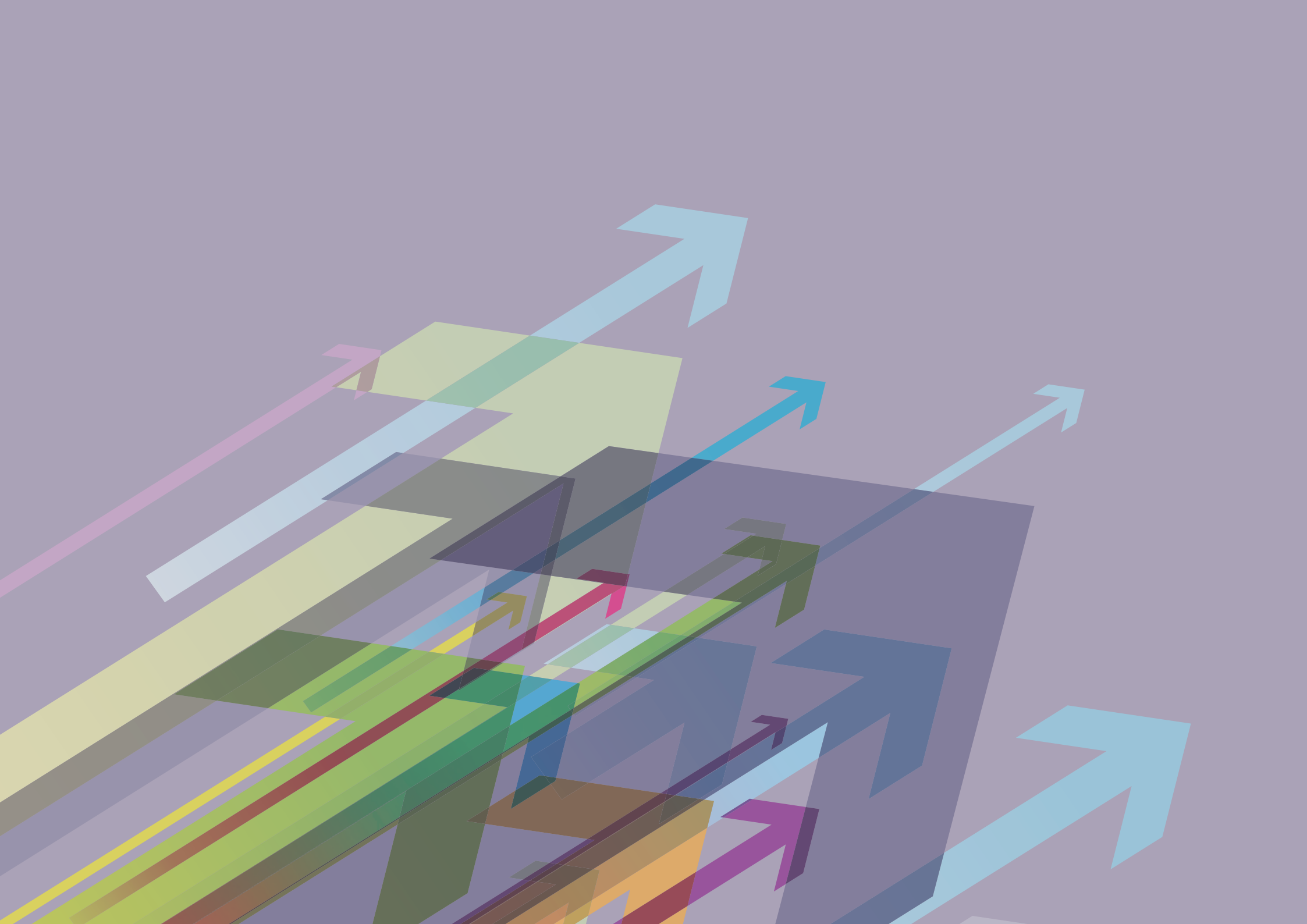


vailleurs et leurs représentants ne s'intéressent pas à cette question. Or, la manière dont on va structurer l'architecture technologique va façonner un certain type de comportements professionnels.

Enfin, il faut veiller à la cohérence, notamment au niveau des organisations syndicales. Selon Eric Brangier, faire un accord sur le temps de travail et faire en même temps un accord sur le télétravail peut parfois manquer de cohérence. Paradoxalement, un tel accord peut conduire à réduire le temps de travail officiel et accroître le temps de travail masqué ! En effet, le télétravail modifie la notion même du temps de travail parce que le lieu change. Et en changeant le lieu il y a forcément un impact sur le temps et l'espace de travail. Donc il faut veiller à la cohérence des accords et à celle entre les accords. Négocier sous-entend qu'il faut réfléchir sur l'organisation du travail de manière globale et ne pas penser le travail de manière séparée de son contexte et injecter la technologie ensuite. Cela implique également d'intégrer les chartes d'usage et de prendre en considération la réalité des vies personnelles et professionnelles.

Références

- Bobillier Chaumon M.-E. (2011) - Paris : APEC
L'impact des Technologies de communication sur le métier de cadre
- Bobillier Chaumon M.-E., Vacherand-Revel J., Cuvillier B. & Sarnin Ph. (Soumis)
Usage des TIC et évolutions des pratiques socioprofessionnelles des cadres : quels repères pour le métier et quelles incidences sur la santé ?
- Bobillier Chaumon M.-E., Brangier E. & Fadier E. (2014)
Usage des technologies de l'information et de la communication et bien-être au travail
In Fadier E. - *Pathologie professionnelle et de l'environnement*
Elsevier Masson, 1-9, dx.doi.org/10.1016/S1877-7856(14)63745-4
- El Wafi W. & Brangier E. (2012)
Usage des TIC et modèle de la perméabilité des frontières vie personnelle / vie professionnelle
In P. Morelli, N. Pignard-Cheynel & D. Baltazart (Eds) - *Publics et pratiques médiatiques*
EUTIC'2012. 8^{ème} Conférence Internationale, pp 447-457.
- El Wafi W. & Brangier E. (2013)
How ICT change borders between personal life and professional life?
In Kommers P. & Isaias P. (Eds) - *Understanding four models of boundaries permeability*
Proceedings of the international conference e-Society 2013, 13-16 March, Lisbon-Portugal - 499-504



COLLOQUE DU 14 OCTOBRE 2015 - TABLE RONDE

avec

- **Mars DI BARTOLOMEO**, président de la Chambre des députés
- **Veronica NILSSON**, secrétaire adjointe de la Confédération des syndicats européens
- **Jean-Claude REDING**, président de la Chambre des salariés

animée par **Kyra FISCHBACH**, journaliste à la radio 100,7

Alors que de nombreuses idées proposant des alternatives pour l'Europe ont été discutées au cours de la journée, le débat de la table ronde se porte vers la question des pistes réalisables en vue d'une Europe plus sociale.

Se pose d'abord la question s'il y a des possibilités pour les gouvernements nationaux d'intervenir en faveur d'une Europe plus sociale.

Selon **Mars Di Bartolomeo**, l'Europe a été bâtie sur deux piliers : le développement économique et le développement social basé sur la solidarité. Actuellement nous sommes confrontés à un déséquilibre flagrant en défaveur de la dimension sociale. Il faut rétablir l'équilibre entre l'économie et le social. L'Europe pourrait s'inspirer du Luxembourg, qui, selon Mars Di Bartolomeo, aurait réussi à maintenir cet équilibre entre l'économie et le social. Il estime que la politique européenne peut être influencée par les gouvernements nationaux.

Quel peut être le rôle de la Confédération des syndicats européens pour rétablir le modèle social européen ?

Pour **Veronica Nilsson**, améliorer la politique sociale et la législation sociale, signifie changer la politique économique parce que la gouvernance économique qu'on a aujourd'hui ne prend pas en compte les intérêts sociaux. Donc il faut d'abord réviser la gouvernance économique. Or il n'y a pas assez d'actions en ce sens et c'est là-dessus qu'il faut agir.

Par exemple, Jean-Claude Juncker a promis il y a un an que la commission devrait d'abord faire une évaluation de la directive du détachement. Il a aussi dit que le principe « pour le même travail, même salaire » devrait être respecté. Mais il n'a pas pris une seule mesure en ce sens.



Quelles autres pistes pour une Europe plus sociale ?

Jean-Claude Reding partage le point de vue de la secrétaire générale adjointe de la Confédération européenne des syndicats.

Mais il souligne qu'au niveau national également, il y a un grand décalage entre les paroles et les actes.

Même dans des pays qui s'en sortent mieux, tels le Luxembourg, l'Allemagne, l'Autriche ou les Pays-Bas, on constate aussi que le risque de pauvreté augmente. Le projet du budget de l'Etat luxembourgeois vient d'être déposé. On n'y voit aucune tendance qui irait dans le sens d'une amélioration de la situation sociale.

Par exemple notre assurance-dépendance, qui est un moyen pour lutter contre la pauvreté et pour maintenir un niveau de vie acceptable pour des personnes en dépendance, doit être réformée. Or les mots « amélioration de la qualité » ne sont pas inclus dans le texte du projet de loi. On ne fait qu'essayer de diminuer les coûts.

C'est justement ce décalage qu'on retrouve partout en Europe entre une volonté de réduire les coûts et un discours sur la nécessité du social mais avec une pratique qui est tout à fait contraire.

On commence à comprendre pourquoi les citoyens ont tendance à se détacher de l'Europe. Les gens veulent le progrès social, et ils ont le droit de l'avoir.

Il est nécessaire de développer plus les alternatives, de montrer qu'il y a des alternatives tout à fait crédibles, tout à fait possibles au niveau de la gouvernance économique.

Quand on parle de gouvernance au niveau des entreprises, donc du dialogue social et de la participation des salariés, nous avons besoin de l'appui des forces politiques pour donner plus de poids aux syndicats.

Mais le poids syndical dans notre pays n'a pas été augmenté avec la récente réforme du dialogue social.

On a obtenu certaines améliorations, mais là où personne n'a voulu aller plus loin, c'était la représentation des travailleurs dans les conseils d'administration des sociétés, là où les décisions se prennent.

C'est la raison pour laquelle on doit avoir plus d'appui du monde politique, qui traditionnellement était et est proche du mouvement syndical, pour relancer le dialogue social.

Est-ce que plus d'intégration européenne pourrait être une piste potentielle ?

Mars Di Bartolomeo estime que plus d'intégration en négligeant le modèle social ne mène à rien. Il nous faut plus d'intégration en insistant davantage sur la solidarité pour améliorer les choses.

Si le langage officiel du président de la Commission et de certains commissaires a changé, l'administration n'a pas changé. Avec son esprit comptable, elle se plaint à nous culpabiliser pour le coût que représente le domaine social dans nos budgets.

On nous parle de l'impact de telle ou telle branche de la Sécurité sociale sur la stabilité budgétaire des différents pays. On oublie de faire la même étude d'impact sur les conséquences d'une politique d'austérité sur les systèmes sociaux et par cela sur la qualité de vie ou la cohésion des différentes sociétés.

Réclamer un équilibre entre les différentes priorités politiques, c'est juger de la même façon les différentes composantes que doit avoir la politique européenne.

Au Luxembourg, les dépenses pour le secteur social représentent presque la moitié du budget de l'Etat. Il est souhaitable qu'on observe cette même proportion partout en Europe.

Si on veut changer de direction en Europe, il faut changer le « mainstream » dans les institutions européennes et il faut que les hommes politiques, qui trouvent parfois les bonnes phrases, se soucient que ces phrases soient bien comprises par ceux qui doivent les mettre en musique.

Est-ce que le contrôle démocratique de certaines institutions comme la BCE est un sujet discuté au sein de la Confédération européenne des syndicats ?

Veronica Nilsson explique que la BCE est allée beaucoup trop loin dans ses fonctions. Par les mesures qui ont été imposées par la Troïka dans les pays les plus endettés, il s'agissait de régler des problèmes économiques, mais en même temps les négociations collectives en Grèce ont été détruites à tel point qu'aujourd'hui il n'y a presque plus d'accords collectifs en Grèce.

Or la Troïka n'avait pas à se mêler de ça. Seuls les partenaires sociaux et le Gouvernement en Grèce avaient à se préoccuper des accords collectifs et du système de relations industrielles en Grèce.

En outre la BCE n'a pas d'objectif fixé en termes d'emploi, ce qui n'est pas bien.

Y aurait-il néanmoins des pistes avec plus d'espoir en faveur d'une Europe plus sociale ?

Jean-Claude Reding estime que c'est la continuité de la pression et de la présence syndicale qui peut changer les choses, mais qu'il faut néanmoins les relais politiques. Et ces relais politiques font actuellement cruellement défaut.

Mars Di Bartolomeo est d'accord sur les relais nécessaires. Il apprécie de ce fait l'idée d'un « Eurogroupe social ». Même si la politique sociale relève en droit plus des pays que de l'Union européenne. Le Conseil « Ecofin » se mêle très fortement des systèmes de sécurité sociale dans les différents pays et cela en dehors de toute base légale. C'est une ingérence intolérable selon les traités européens.

Il est déplorable qu'on n'arrive pas à s'accorder sur un projet européen commun en matière de dimension sociale mais qu'au contraire on s'acharne à fragiliser les systèmes de sécurité sociale.



Par conséquent, il faut se mobiliser et se donner les moyens d'équilibrer ce rapport de forces entre les différents conseils des ministres: le conseil des ministres du travail, des affaires sociales, de la famille sont tous informés des priorités dans le cadre du semestre européen, mais on les informe un jour avant l'échéance afin que le Conseil « Ecofin » puisse prendre toutes les décisions.

Est-ce qu'un modèle social européen avec une plus grande intégration européenne serait pensable comme modèle social commun ?

Veronica Nilsson estime que c'est vraiment compliqué parce que chaque pays a son propre modèle et un modèle qui est adapté à tous les pays, ce n'est pas évident du tout. Il y a par exemple cette idée d'avoir une espèce d'assurance chômage sur le plan européen. Cela sollicite beaucoup de discussions difficiles parce que chaque pays a son système avec des règles de fonctionnement différentes.

Jean-Claude Reding rappelle que Mélanie Schmitt, dans son exposé sur le droit du travail a, à juste titre, mentionné la protection sociale au sens strict pour laquelle un modèle social européen unique est difficile à créer.

En ce qui concerne l'harmonisation des systèmes, même si elle a déjà progressé, le réel problème est la question de la réalisation d'une harmonisation vers le haut et vers le progrès social. Quelle politique est-ce qu'on met en œuvre pour agir dans ce sens ?

Jean-Claude Reding est d'avis qu'il faut reprendre les discussions sur un protocole social et en faire une priorité parce qu'on voit concrètement que si on n'a pas les droits sociaux au même niveau que les libertés économiques, on n'avancera pas. Il faut créer cette base légale avant de prendre toutes sortes de mesures d'harmonisation dans le domaine social.

Mars Di Bartolomeo aussi est d'avis qu'il est presque impossible de réaliser un système de santé, un système d'assurance pension ou un système d'assurance dépendance, qui soit le même dans les 28 pays d'Europe. Mais il doit être possible de s'accorder sur des grands principes que devraient respecter les différents systèmes sociaux.



Si la solidarité coûte cher, l'absence de solidarité coûte encore plus cher. Il faut se battre en Europe pour ces valeurs traditionnelles. Si on veut plus d'Europe sociale, c'est aussi une affaire de partage.

Sur le plan européen, est-ce que les sociaux-démocrates sont un réel partenaire pour réaliser l'Europe sociale ?

Mars Di Bartolomeo estime que oui. Il ne faut pas oublier que certains partis politiques ont largement contribué à créer ce système social que nous connaissons aujourd'hui.

Veronica Nilsson pense que cela dépend des questions ou thèmes. Ainsi on voit avec le programme « mieux légiférer » de la Commission, géré par Frans Timmermans, social-démocrate des Pays-Bas, qu'il n'est pas tout à fait facile de travailler avec les sociaux-démocrates sur cette question-là. Mais la CES travaille avec tous les partis politiques qui soutiennent ses positions, sauf les partis extrémistes.

Est-ce que des traités comme le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) ne vont pas anéantir les progrès que l'Europe a réalisés sur le plan social ?

Jean-Claude Reding rappelle que c'est en raison d'une telle crainte que son syndicat a lancé au Luxembourg la création d'une plateforme rassemblant toutes les organisations syndicales plus les mouvements de consommateurs et les mouvements environnementaux pour se prononcer clairement contre les négociations d'un tel traité.

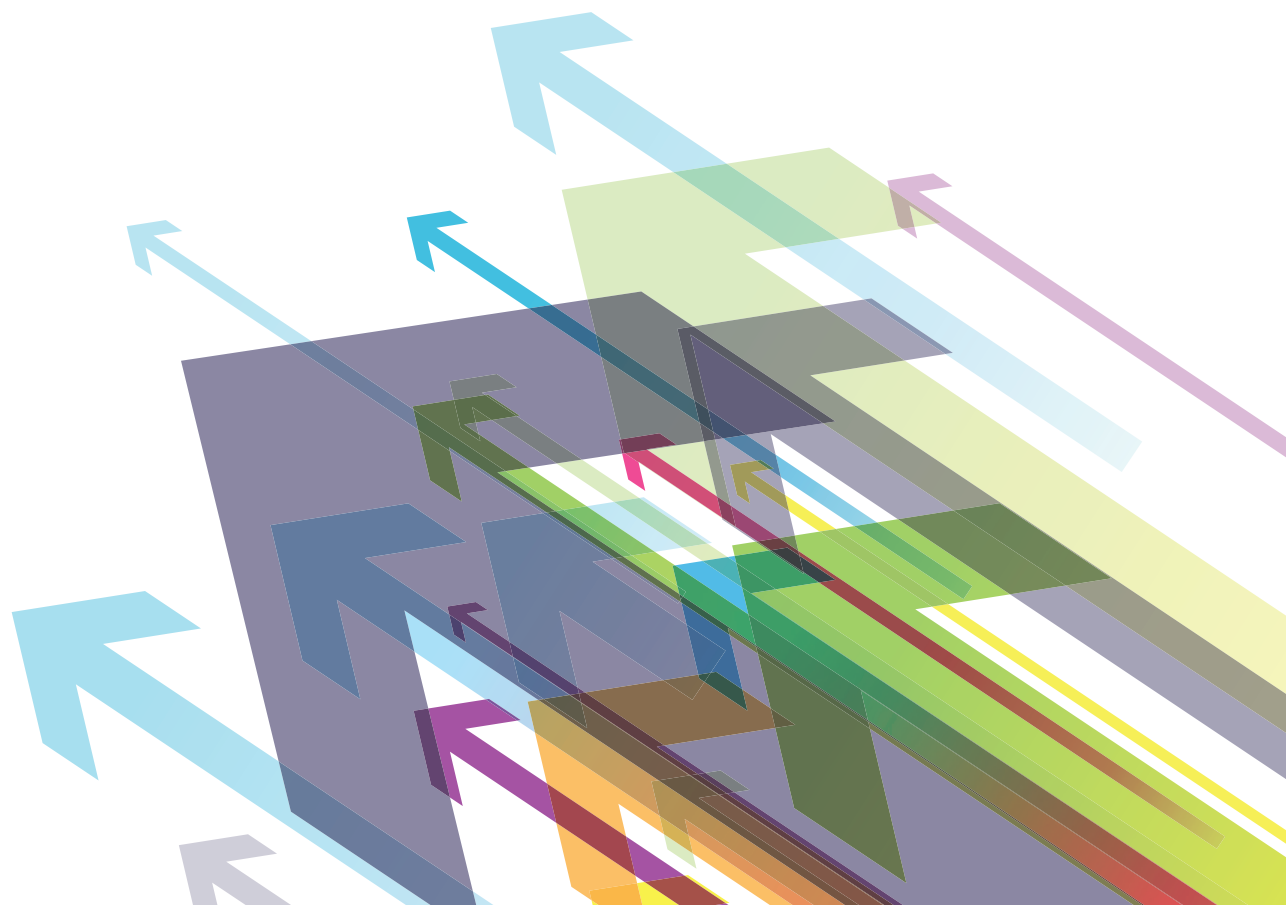
Si le TTIP est adopté, cela aura évidemment des répercussions négatives sur le progrès social et l'amélioration du modèle social européen, notamment sur la question des marchés publics et des standards à intégrer dans les marchés publics : la directive européenne contient enfin un volet social qui risquerait d'être anéanti avec le traité transatlantique.

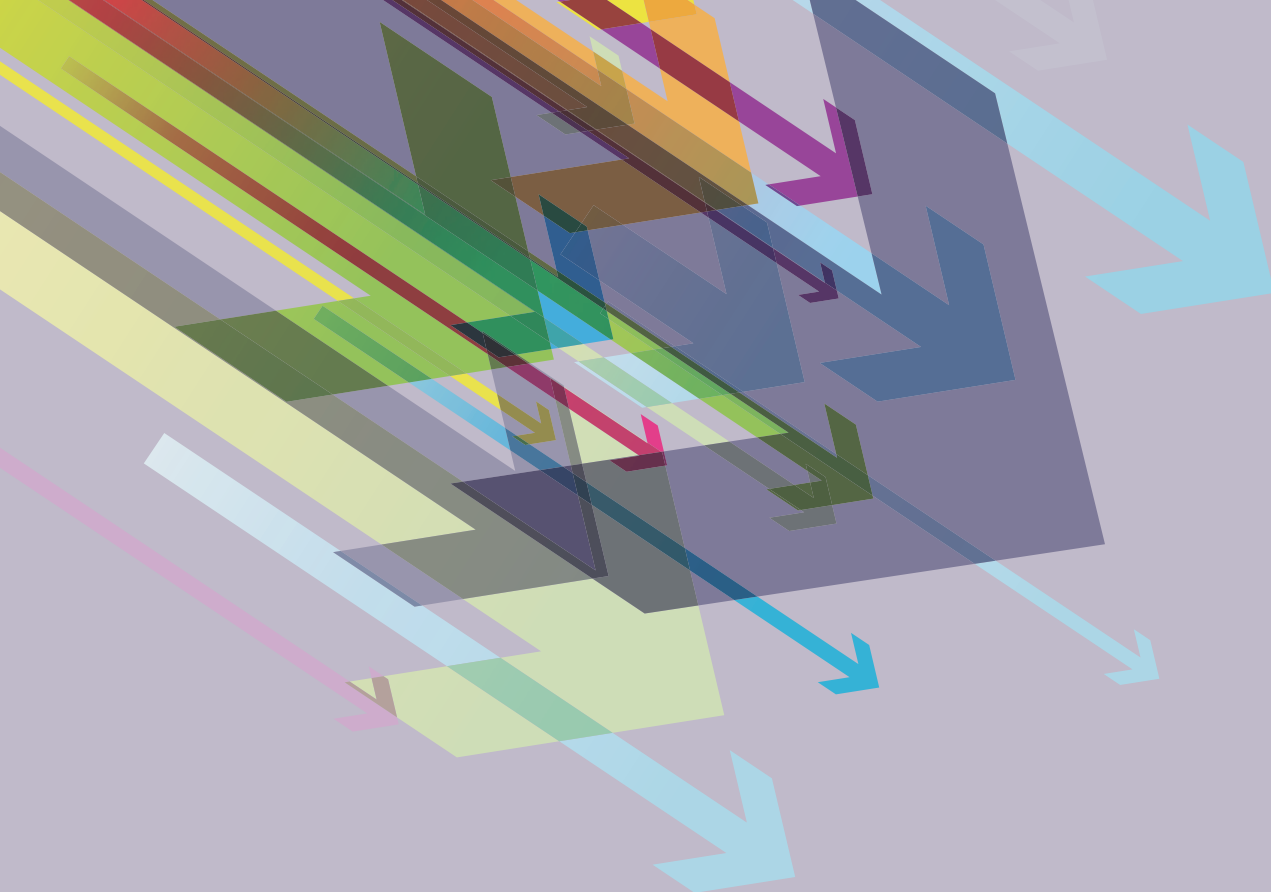
La Confédération des syndicats européens s'est aussi associée au « Non » contre le TTIP. Même au niveau du « Trade union advisory committee » auprès de l'OCDE, les partenaires américains des confédérations syndicales américaines partagent les mêmes points de vue.

Mars Di Bartolomeo déplore l'absence de transparence du traité en projet. Le Parlement luxembourgeois insiste sur la mise à disposition de ces informations et exige la participation des parlements nationaux.

Veronica Nilsson critique surtout le « dispute settlement mechanism » contenu dans le projet de traité. Aussi la Commission européenne avait lancé une consultation publique et presque tous les acteurs concernés étaient défavorables à cette initiative. Sur ce, la Commission a changé un petit peu la proposition sans tenir compte de l'ensemble des modifications proposées.







CHAMBRE DES SALAIRES
LUXEMBOURG

18, rue Auguste Lumière | L-1950 Luxembourg | T. +352 27 494 200 | F. +352 27 494 250 | www.csl.lu | csl@csl.lu